6. CADRE DE RÉSULTATS

Effet UNDAF 1.1 : d'ici à fin 2022, l'efficacité des institutions est améliorée et les populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l'insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un État de droit.
Effet UNDAF 2.2. : d'ici à 2022, chaque homme, chaque femme en âge de procréer, chaque nouveau-né, chaque enfant et chaque adolescent € ont un accès équitable et utilisent de façon accrue des services de santé de qualité (santé sexuelle et reproductive, maladies transmissibles y compris le VIH/SIDA et maladies non transmissibles.
Effet UNDAF 3.1. : d'ici à 2022, les populations notamment les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbain/rural) accroissent leur revenu, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire.

Produits des effets 1 et 2

Les collectivités territoriales disposent des infrastructures, des outils et des compétences pour fournir des services publics de qualité de façon équitable aux populations (CPD 1.5) ;

Les jeunes et les femmes ont des compétences en entrepreneuriat et en développement durable et inclusif pour créer et promouvoir des entreprises locales viables ou bénéficier d'opportunités d'emplois verts et liés aux TIC dans les zones cibles (CPD 2.3).

Projet d'appui à la Gouvernance locale et à la Cohésion sociale (GolCos) dans les Régions de l'Est, du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, du Centre-Est et de la Boucle Mouhoun.
N° ATLAS du projet :

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
Résultat 1 : La gestion des collectivités territoriales (CT) de la zone cible prend en compte les nouvelles orientations et textes nationaux de la décentralisation *a) Proportion des collectivités territoriales (CT) dont la gestion prend en compte les nouvelles orientations et textes nationaux de la décentralisation*								
Produit 1.1 : Les acteurs locaux de la zone cible disposant de connaissances sur les orientations et la stratégie décennale 2017-2026 de mise en œuvre de la décentralisation	Pourcentage d'acteurs locaux (désagrégés par sexe et âge) ayant une connaissance sur les orientations et la stratégie décennale 2017-2026 de mise en œuvre de la décentralisation	Rapport de sondage	2019	Sondage	-	-	-	Conduire un sondage d'opinion
	Proportion de collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention dont la gestion des affaires locales a connu une amélioration	Rapport d'évaluation	2019	Étude	-	-	-	Conduire une évaluation
Produit 1.2 : les élus locaux de la zone d'intervention connaissant les règles et procédures de gestion des affaires locales	Proportion des élus locaux (désagrégés par sexe et âge) connaissant les règles et procédures de gestion des	Rapport d'évaluation	2019	Étude	-	-	-	Conduire une évaluation

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
	affaires locales							
Résultat 2 : Les populations et les PDIs (femmes, hommes et jeunes) de la zone cible ont accès à de meilleurs services d'état civil et de santé, améliorant leur confiance en l'administration publique locale *a) Proportion de population ayant accès à de meilleurs services d'état civil et de santé* *b) Délai moyen de délivrance des actes d'état civil* *c) Niveau de satisfaction des usagers des services de santé*								
Produit 2.1 : Les centres de santé de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations (femmes, jeunes, personnes déplacées internes)	Pourcentage de centres de disposant de capacités d'accueil suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations, tenant compte des femmes, des jeunes et des personnes déplacées	Rapport de sondage	2019	Enquête	-	-	-	Conduire une enquête
	Pourcentage des services et centres secondaires d'état civil de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Rapport de sondage	2019	Enquête	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 2.2 : Les services et centres secondaires d'état civil de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Pourcentage des services et centres secondaires d'état civil de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Rapport d'enquête	2019	Enquête	-	-	-	Conduire une enquête
Résultat 3 : Les préoccupations des populations, y inclus des PDIs en matière de sécurité communautaire, de cohésion sociale, de promotion du genre et de viabilité des économies locales, sont prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des PLD *a) Pourcentages de PLD prenant en compte la cohésion sociale dans l'élaboration des PLD* *b) Pourcentages de PLD prenant en compte de la dimension genre dans l'élaboration des PLD* *c) Pourcentages de PLD prenant en compte l'épanouissement économique dans l'élaboration des PLD*								

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
Produit 3.1 : Les collectivités territoriales de la zone d'intervention disposent de PLD réalistes, prenant en compte les ODD, les priorités des bénéficiaires, les orientations et schémas nationaux et la cohésion sociale	Proportion des collectivités territoriales (CT) disposant de PLD réalistes, prenant en compte les ODD, les priorités des bénéficiaires, les orientations et schémas nationaux et la cohésion sociale	Rapport d'enquête	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
	Montant des ressources locales mobilisées pour la mise en œuvre des Plans annuels d'investissement extraits des PLD actualisés	Rapport d'enquêtes	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
	Montant des ressources financières extérieurs aux CT mobilisées pour la mise en œuvre des Plans annuels d'investissement extraits des PLD actualisés	Rapport d'enquêtes	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 3.2 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention disposant de projets de développement économiques viables, prenant en compte la durabilité, le genre et la cohésion sociale	Proportion des collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention disposant de projets de développement économiques viables, prenant en compte la durabilité, le genre et la cohésion sociale	Rapport d'enquête	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 3.3 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention disposent de capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Proportion de collectivités territoriales (CT) disposant de capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Rapport d'évaluation	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une évaluation

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
Produit 3.4 : Les communes cibles disposent de projets de développement économique locaux élaborés et mis en œuvre en partenariat avec les acteurs économiques locaux	Nombre de projets DEL élaborés et mis en œuvre dans les communes cibles grâce au projet	Rapport d'évaluation/ Rapport d'avancement	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une évaluation
Produit 3.5 : Les jeunes et les femmes des communes cibles mettent en œuvre des projets d'entrepreneuriat vert	Pourcentage de jeunes et de femmes (désagrégés par âge) des communes cibles ayant bénéficié de moyens suffisants pour mettre en œuvre des projets d'entrepreneuriat vert	Rapport d'évaluation	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une évaluation
	Nombre d'entreprises vertes crées au profit des jeunes et des femmes dans les zones cibles	Rapport d'évaluation	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une évaluation
Résultat 4 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention sont gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité *a) proportion de* collectivités territoriales (CT) *tenant au moins une session de redevabilité par an*								
Produit 4.1 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone cible se dotent de plans d'intégrité	Proportion des CT de la zone d'intervention disposant de plans d'intégrité	Rapport d'enquête	2019	Enquête	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 4.2 : les collectivités territoriales (CT) de la zone cible mettent en œuvre le plan d'intégrité et de redevabilité	Proportion de collectivités territoriales (CT) de la zone cible mettant en œuvre un plan d'intégrité et de redevabilité	Rapport d'enquête	2019					Conduire une enquête
	d) Nombre d'initiatives pris par les autorités locales pour tenir des consultations publiques sur les lois et les politiques	Rapport d'enquête	2019					Conduire une enquête

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
Produit 4.3 : les médias locaux de la zone d'intervention mènent régulièrement des activités de promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et la cohésion sociale	Proportion des médias locaux de la zone d'intervention menant des activités de promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et la cohésion sociale	Rapport d'enquête	2019	Enquête	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 4.4 : Les OSC de la zone d'intervention conduisent régulièrement des activités de veille citoyenne et de prévention de la corruption	Nombre des OSC de la zone d'intervention conduisant régulièrement des activités de veille citoyenne et de prévention de la corruption	Collecte de données	2019	Données collectées	-	-	-	Conduire une collecte de données
Résultat 5 : Les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes, les jeunes et les PDI's, participent davantage à la gestion des affaires locales *a) proportion de femmes et de jeunes participant au sein des conseils de collectivités*								
Produit 5.1: Les groupes spécifiques, notamment les femmes, les jeunes et les PDI's, de la zone d'intervention disposant d'actes d'état civil	Nombre de bénéficiaires (F/J) d'actes d'état civil dans la zone d'intervention du projet	Rapport de collecte	2019	Données collectées	-	-	-	Conduire une collecte de données
	Nombre moyen de personnes (désagrégés par sexe et âge) disposant d'actes d'état civil dans la zone d'intervention du projet	Rapport de collecte	2019	Données collectées	-	-	-	Conduire une collecte de données
	Délai moyen pour la délivrance d'un acte d'état civil dans les collectivités territoriales (CT)	Rapport de collecte	2019	Données collectées	-	-	-	Conduire une collecte de données
	Niveau moyen de satisfaction des bénéficiaires des services d'état civil	Rapport de collecte	2019	Données collectées	-	-	-	Conduire une collecte de données

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
Produit 5.2 : Les femmes de la zone d'intervention disposent de plus grandes capacités de leadership dans les instances locales de décision	Pourcentage de femmes maîtrisant les procédures d'acquisition et de sécurisation foncière	Rapport d'évaluation	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une collecte de données
	Pourcentage de femmes maîtrisant leurs droits et devoirs dans la gestion des affaires locales	Rapport d'évaluation	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une collecte de données
	Pourcentage de femmes leaders maîtrisant le statut juridique et économique de la femme	Rapport de collecte	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une collecte de données
Résultat 6 : les communautés locales, les PDIs et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) dans la zone d'intervention sont engagées et contribuent activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des mécanismes de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale *a) proportion de communautés locales et des autres parties prenantes à la paix dans la zone d'intervention + engagées dans une dynamique durable de paix et de cohésion sociale*								
Produit 6.1 : Les communautés et les autorités locales se dotent de plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet	Proportion de plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale mis en œuvre dans la zone d'intervention du projet	Rapport d'enquête	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
	Nombre d'études ou d'enquêtes sur les moteurs, facteurs des conflits menées avec le soutien des Pays-Bas	Rapport d'enquête	2019	Collecte de données	-	-	-	Conduire une enquête
Produit 6.2 : les communautés et les autorités locales mettent en œuvre les plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale	Pourcentage de plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale mis en œuvre	Rapport d'enquête	2019	Collecte de données	Oui	Oui	Oui	Conduire une enquête
	Nombre d'institutions formelles/informelles renforcées dans le domaine	Rapport d'activités	2019	Collecte de données				Suivi et reporting des données

Produits attendus	Indicateurs	Source de données	Référence		Cibles			Méthode de collecte de données
			Année	*Valeur*	*2020 /2021*	*2022*	*2023*	
	la sécurité humaine							
	b) Nombre de personnes formées dans le domaine de la sécurité humaine	Rapport d'activités	2019	Collecte de données				Suivi et reporting des données
	Nombre de personnes (f/m) formées aux techniques de résolution des conflits	Rapport d'activités	2019	Collecte de données				Suivi et reporting des données
Produit 6.3 : Les communautés locales et les FDS (militaires, polices nationales, gendarmes) de la zone d'intervention engagées dans la promotion de la cohésion sociale	Nombre d'activités civilo-militaires organisés par les CT de la zone d'intervention	Rapport de sondage	2019	Sondage	-	-	-	Conduire un sondage
Résultat 7 : Un système d'analyse de conflits et indexe de cohésion sociale est à disposition de l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) et contribue à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale *a) Nombre de conflits ayant été résolus par le système d'analyse de conflits et indexe de cohésion sociale*								
Produit 7.1 Le projet en partenariat avec le gouvernement se dotent d'une plateforme pérenne d'analyse des conflits et d'indexe de cohésion sociale	Existence d'une plateforme pérenne d'analyse des conflits et d'indexe de cohésion sociale	Rapport d'activités	2019	Collecte de données	-	-	-	Suivi et reporting des données
Produit 7.2 Les 85 communes cibles se dotent de stratégies d'ajustement des interventions du projet tenant compte du contexte sécuritaire	Proportion de communes disposant de stratégies d'ajustement des interventions du projet tenant compte du contexte sécuritaire	Rapport d'activités	2019	Collecte de données	-	-	-	Suivi et reporting des données

7. PLAN TRIENNAL DE TRAVAIL

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
		Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
	Activités	oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Résultat 1 : La gestion des CT de la zone cible prend en compte les nouvelles orientations et textes nationaux de la décentralisation											
Produit 1.1 : les acteurs locaux de la zone cible disposant de connaissances sur les orientations et la stratégie décennale 2017-2026 de mise en œuvre de la décentralisation	Activité 1.1.1 - Valider la version synthétique des Référentiels à l'usage des acteurs locaux, en français en dans les langues nationales		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	3 000 000	5 124	4 576
	Activité 1.1.2 - Editer 8500 exemplaires de la version synthétique des référentiels à l'usage des acteurs locaux	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	12 750 000	21 777	19 447
	Activité 1.1.3 - Former 500 acteurs locaux (CCA, PCR maires) de la zone d'intervention du projet en charge du pilotage sur leur rôle dans la mise en œuvre des référentiels		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	31 090 000	53 103	47 421
	Activité 1.1.4 - Diffuser électroniquement et physiquement la version synthétique des Référentiels à l'usage des acteurs locaux		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 540	7 626

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	Activité 1.1.5 - Produire et diffuser 10 émissions radiophoniques sur la version synthétique des Référentiels à l'usage des acteurs locaux, dans la zone d'intervention	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	10 000 000	17 080	15 253
	Activité 1.1.6 - Organiser 85 théâtres forum sur les référentiels de la décentralisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	34 000 000	58 073	51 859
	Activité 1.1.7 - Former 30 acteurs par commune sur les référentiels de la décentralisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895
Sous total 1.1									**121 340 000**	**207 253**	**185 077**
<u>Produit 1.2 :</u> les élus locaux de la zone d'intervention connaissant les règles et procédures de gestion des affaires locales	Activité 1.2.1 - Editer en 2500 exemplaires la nouvelle version du (CGCT)		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	3 750 000	6 405	5 720
	Activité 1.2.2 - Diffuser la nouvelle version du CGCT dans la zone d'intervention du projet		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	6 800 000	11 615	10 372
Sous total 1.2									**10 550 000**	**18 020**	**16 092**

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Produit 1.3 : les élus locaux de la zone d'intervention connaissant les règles et procédures de gestion des affaires locales	Activité 1.3.1 - Relire les textes sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et du conseil régional ainsi que de leur administration		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	20 490 000	34 998	31 253
	Activité 1.3.2 - Editer 5000 exemplaires du module sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et de l'administration communale, le module sur l'organisation et le fonctionnement du conseil régional et de l'administration régionale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	7 500 000	12 810	11 440
	Activité 1.3.3 - Former 2550 membres des conseils de collectivités sur les modules portant sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et de l'administration communale et sur le module portant sur l'organisation et le fonctionnement du conseil régional et de l'administration régionale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	2022 oct 2021-sept	2013 oct 2022-Sept	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	Activité 1.3.4 - Traduire les modules sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et de l'administration communale et sur l'organisation et le fonctionnement du conseil régional et de l'administration régionale en langues (fulfuldé, gurmatchéma, mooré, dioula, bwamu)		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 540	7 626
	Activité 1.3.5 - Elaborer un manuel technique et pédagogique sur les règles et procédures de gestion des CT		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 500 000	4 270	3 813
	Activité 1.3.6 - Traduire le manuel technique et pédagogique sur les règles et procédures de gestion des CT en trois langues (fulfuldé, gurmatchéma, mooré, dioula, bwmu)		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	5 000 000	8 540	7 626
	Activité 1.3.7 - Editer le manuel en 5000 exemplaires par langue		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	37 500 000	64 051	57 198
	Activité 1.3.8 - Former 50 acteurs par communes sur les règles et procédures de gestion des CT		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895
Sous total 1.3									**128 990 000**	**220 320**	**196 746**

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Total resultat 1									**260 880 000**	**445 593**	**397 915**
Résultat 2 : Les populations de la zone cible ont accès à de meilleurs services d'état civil et de santé, améliorant leur confiance en l'administration publique locale											
Produit 2.1 : Les centres de santé de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations (femmes, jeunes, personnes déplacées internes)	Activité 2.1.1 - Doter 320 centres de santé en équipements de bureau, medico-technique, kits solaires	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	320 000 000	546 572	488 089
	Activité 2.1.2 - Sensibiliser 510 agents des services municipaux de santé et des services techniques de santé sur les normes des services de santé à toutes les couches de la population		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	20 445 000	34 921	31 184
	Activité 2.1.3 Former 680 membres d'OSC locales du domaine de la santé sur le suivi de l'offre des services de santé à toute la population		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	42 760 000	73 036	65 221
Sous total 2.1									**383 205 000**	**654 529**	**584 494**
<u>Produit 2.2</u> : Les services et centres secondaires d'état civil de la zone cible	Activité 2.2.1 - Doter les services d'état civil de 85 mairies en matériels informatiques et bureautiques pour fournir des services de meilleure qualité aux populations		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72800 Information Technology Equipmt	85 000 000	145 183	129 649
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	59 500 000	101 628	90 754

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 2022	oct 2021-sept 2013	oct 2022-Sept 2023					FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	51 000 000	87 110	77 789
	Activité 2.2.2 - Former 85 membres des tribunaux départementaux de l'ensemble des communes cibles sur l'établissement des jugements supplétifs et déclaratif		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	5 752 500	9 825	8 774
	Activité 2.2.3 - Doter 85 préfectures de la zone d'intervention en matériels informatiques et bureautiques pour l'établissement des jugements supplétifs et déclaratif		X	X	X	PNUD	PNUD	72800 Information Technology Equipmt	42 500 000	72 592	64 824
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	29 750 000	50 814	45 377
			X	X	X	PNUD	PNUD	72400 Communication & Audio Visual Equip	25 500 000	43 555	38 895
	Activité 2.2.4 Digitaliser 20 services d'état civil des communes cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	240 000 000	409 929	366 067
Produit 2.2 : Les services et centres secondaires d'état civil de la	Activité 2.2.5 - Doter 35 centres secondaires en mobilier et registres d'état civil		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	24 500 000	41 847	37 369
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	21 000 000	35 869	32 031

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Activité 2.2.6 - Former 340 agents et officiers d'état civil sur la gestion de l'état civil		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	21 510 000	36 740	32 809
	Activité 2.2.7 - Confectionner et implanter 85 panneaux d'information sur les actes fournis par les CT		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	21 675 000	37 022	33 060
	Activité 2.2.8 - Sensibiliser 600 élus, officiers et agents d'état civil sur le lien entre qualité de l'offre des SPL et confiance entre populations et mairies		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 000 000	10 248	9 152
Sous total 2.2									**633 687 500**	**1 082 362**	**966 550**
Total resultat 2									**1 016 892 500**	**1 736 891**	**1 551 044**
Résultat 3 : Les préoccupations des populations, y inclus des PDIs en matière de sécurité communautaire, de cohésion sociale, de promotion du genre et de viabilité des économies locales, sont prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des PLD											
Produit 3.1 : les collectivités territoriales de la zone d'intervention disposant de PLD réalistes,	Activité 3.1.1 - Former 2550 acteurs locaux des communes cibles sur les fonctions stratégiques des PLD et la priorisation et la localisation des ODD, la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
prenant en compte les ODD, les priorités des bénéficiaires, les orientations et schémas nationaux et la cohésion sociale	Activité 3.1.2 - Elaborer un guide pour la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	2 100 000	3 587	3 203
	Activité 3.1.3 - Editer 5000 exemplaires du guide pour la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	7 500 000	12 810	11 440
	Activité 3.1.4 - Mettre à jour 50 Plans communaux de développement dans les six régions		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	250 000 000	427 010	381 320
	Activité 3.1.5 - Produire 50 synthèses des Plans communaux de développement dans les six régions		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 500 000	21 350	19 066
	Activité 3.1.6 - Editer en 5000 exemplaires et vulgariser les versions synthèses et plaquettes des PLD dans les quatre régions		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	7 500 000	12 810	11 440
	Activité 3.1.7 Former 510 élus et agents des CT des zones cibles sur la prise en compte de la cohésion sociale dans l'identification, la localisation, la mise en œuvre et le suivi des actions de développement local		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	34 515 000	58 953	52 645

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	Activité 3.1.8 - Concevoir 85 infographies sur les potentialités locales des collectivités territoriales cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	42 500 000	72 592	64 824
	Activité 3.1.9 - Editer et diffuser 3000 infographies sur les potentialités locales des collectivités territoriales cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	4 500 000	7 686	6 864
Sous total 3.1									**386 615 000**	**660 353**	**589 695**
Produit 3. 2 : les CT de la zone d'intervention disposant de projets de développement économiques viables, prenant en compte la durabilité, le genre et la cohésion sociale	Activité 3.2.1 - Elaborer des stratégies de développement économique locaux et cohérence territoriale au profit des régions de l 'Est, Centre Nord, Centre- Est, Nord, Sahel et Boucle du Mouhoun		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 000 000	20 496	18 303
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 800 000	18 447	16 473
	Activité 3.2.2 - Former 170 acteurs sur l'identification et la formulation des projets DEL		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	11 905 000	20 334	18 158
	Activité 3.2.3 - Elaborer 170 projets DEL		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	51 000 000	87 110	77 789

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	Activité 3.2.4 - Former 200 acteurs sur les approches des principaux PTF		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	11 905 000	20 334	18 158
Sous total 3.2									**97 610 000**	**166 722**	**148 882**
Produit 3.3 : Les CT de la zone d'intervention disposant des capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Activité 3.3.1 - Former 20 acteurs locaux de chaque commune sur l'élaboration et la mise en œuvre des PAI		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	17 000 000	29 037	25 930
	Activité 3.3.2 - Elaborer 150 PAI dans les six régions cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	7 209 200	12 314	10 996
Produit 3.3 : Les CT de la zone d'intervention disposant des capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Activité 3.3.3 - Mettre 40 volontaires communautaires chargés de suivi des PLD à la disposition des CT des zones d'intervention	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71500 UN Volunteers	115 200 000	196 766	175 712
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72 800 Information Technology Equipment	16 000 000	27 329	24 404
	Activité 3.3.4 - Former 170 membres des comités technique (3/commune de suivi et agents des CT sur le suivi du PCD		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	11 905 000	20 334	18 158
	Activité 3.3.5 - Dynamiser le mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD dans chaque commune cible		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Sous total 3.3									**192 814 200**	**329 334**	**294 095**
Produit 3.4 : Les communes cibles disposent de projets de développement économique locaux élaborés et mis en œuvre en partenariat avec les acteurs économiques locaux	Activité 3.4.1 - Conduire des études de faisabilité de 170 projets innovants et structurants issus des PCD des communes d'intervention des six régions		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	71300 Local Consultants	85 000 000	145 183	129 649
	Activité 3.4.2 - Élaborer 250 plans d'affaires des projets de développement économique identifiés dans les communes d'intervention des quatre la régions cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	71300 Local Consultants	42 500 000	72 592	64 824
	Activité 3.4.3 - Mettre en œuvre 10 plans d'affaires des projets DEL innovants élaborés dans les communes cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72100 Contractual Services-Companies	215 500 000	368 082	328 697
	Activité 3.4.4 - Former 20 jeunes et femmes à l'entrepreneuriat rural et à l'auto-emploi dans chacune des 10 communes d'intervention dans les six régions		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	2 000 000	3 416	3 051
						PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 000 000	3 416	3 051
	Activité 3.4.5 - Élaborer des chartes foncières pour valoriser les produits forestiers non ligneux et sécuriser les investissements dans le secteur agrosylvopastoral.		X	X	X	PNUD	PNUD	71300 Local Consultants	6 000 000	10 248	9 152

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	Activité 3.4.6 - Former 85 agents des structures (SFR, CFV, CCFV) foncières de 50 communes d'intervention des six régions sur la loi portant régime foncier rural		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	75700 Training, Workshops and Confer	7 852 500	13 412	11 977
	Activité 3.4.7 - Doter 850 femmes et jeunes de communes d'intervention des quatre régions d'attestations de possession foncière rurale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72100 Contractual Services-Companies	6 000 000	10 248	9 152
	Activité 3.4.8 - Former 1700 jeunes et femmes sur des compétences techniques pertinentes au marché d'emplois		X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	75700 Training, Workshops and Confer	17 000 000	29 037	25 930
Sous total 3.4									**383 852 500**	**655 635**	**585 482**
Produit 3.5 : Les jeunes et les femmes des communes cibles mettent en œuvre des projets d'entreprenariat vert	Activité 3.5.1 - Lancer des appels à projet pour la sélection de 300 jeunes et femmes pour la création d'entreprises vertes	X	X	X	X	PNUD	PNUD	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 540	7 626
	Activité 3.5.2 - Former 170 jeunes et femmes des zones cibles sur la création et la gestion d'entreprise verte		X	X	X	PNUD	PNUD	75700 Training, Workshops and Confer	11 905 000	20 334	18 158
	Activité 3.5.3 - Elaborer des plans d'affaires au profit de 100 jeunes et femmes dix communes		X	X	X	PNUD	PNUD	71300 Local Consultants	15 000 000	25 621	22 879

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	d'intervention du projet										
	Activité 3.5.4 - Faire le suivi de la mise en œuvre des projets d'entreprises vertes		X	X	X	PNUD	PNUD	71600 Travel	5 000 000	8 540	7 626
Sous total 3.5									**36 905 000**	**63 035**	**56 290**
Total resultat 3									**1 097 796 700**	**1 875 079**	**1 674 445**
Résultat 4 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention sont gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité											
Produit 4.1 Les CT de la zone cible se dotent de plans d'intégrité : évaluation des risques de corruption, élaboration de plan d'intégrité et de redevabilité	Activité 4.1.1 - Evaluer les risques de corruption	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 600 000	21 521	19 219
	Activité 4.1.2 - Elaborer des plans d'intégrité et de redevabilité		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	85 000 000	145 183	129 649
Sous total 4.1									**97 600 000**	**166 705**	**148 867**
Produit 4.2: les CT de la zone cible mettent en	Activité 4.2.1 - Former 30 acteurs locaux de chaque commune sur la communication et les principes de		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
œuvre le plan d'intégrité et de redevabilité	redevabilité dans la mise en œuvre des PCD										
	Activité 4.2.2 - Organiser 100 émissions radios interactives permettant l'interpellation des autorités des CT par les populations		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	40 000 000	68 322	61 011
	Activité 4.2.3 - Organiser 255 sessions d'échange direct entre populations et autorités locales sur la gestion des collectivités territoriales et la cohésion sociale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	51 000 000	87 110	77 789
	Activité 4.2.4 - Organiser 255 sessions de cadres communaux de concertation (CCCo) et de communication entre les conseils municipaux et les populations		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	25 500 000	43 555	38 895
	Activité 4.2.5 - Expérimenter un outil innovant de communication interactive entre élus et populations		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	4 500 000	7 686	6 864
Sous total 4.2									**146 500 000**	**250 228**	**223 453**

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Produit 4.3 : les médias locaux de la zone d'intervention menant régulièrement des activités de promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et la cohésion sociale	Activité 4.3.1 - Former 100 acteurs des médias dans la zone d'intervention sur leur rôle dans l'exercice de la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale dans le contexte de la décentralisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	8 850 000	15 116	13 499
	Activité 4.3.2 - Produire 40 émissions radiophoniques pour la promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et de la cohésion sociale dans les collectivités territoriales dans la zone d'intervention	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	10 000 000	17 080	15 253
	Activité 4.3.3 - Diffuser 200 émissions radiophoniques produites sur la promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne, de la prévention de la corruption, et de la cohésion sociale dans les collectivités territoriales		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	30 000 000	51 241	45 758
	Activité 4.3.4 - Diffuser 20 publications par les médias en ligne et la presse écrite sur l'exercice la redevabilité, la participation citoyenne et la		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	3 000 000	5 124	4 576

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	2022 oct 2021-sept	2013 oct 2022-Sept	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	cohésion sociale dans le contexte de la décentralisation										
Sous total 4.3									**51 850 000**	**88 562**	**79 086**
Produit 4.4 : Les OSC de la zone d'intervention conduisant régulièrement des activités de veille citoyenne et de prévention de la corruption	Activité 4.4.1 Organiser 85 sessions d'échanges entre OSC et élus sur la veille citoyenne dans le domaine de la gouvernance locale, la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	14 875 000	25 407	22 689
	Activité 4.4.2 Former 60 OSC sur l'élaboration et la mise en œuvre de plan d'action de veille citoyenne dans le domaine de la gouvernance locale, la redevabilité, la participation citoyenne, la prévention de la corruption et la cohésion sociale		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 100 000	17 251	15 405
	Activité 4.4.3 Financer 60 plans d'action de veille citoyenne des OSC dans la zone d'intervention du projet		X		X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	120 000 000	204 965	183 033
Sous total 4.4									**144 975 000**	**247 623**	**221 127**
Total resultat 4									**440 925 000**	**753 117**	**672 533**

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Résultat 5 : Les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes et les jeunes, participent davantage à la gestion des affaires locales											
Produit 5.1: les groupes spécifiques, notamment les femmes et les jeunes, de la zone d'intervention disposant d'actes d'état civil	Activité 5.1.1 - Organiser l'enregistrement et l'établissement de 42 500 jugements supplétifs au profit des jeunes filles dans les écoles, dans les communes d'intervention		X		X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	85 000 000	145 183	129 649
	Activité 5.1.2 - Organiser l'établissement de 85000 jugements supplétifs au profit des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap et des PDI dans les communes d'intervention		X		X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	170 000 000	290 366	259 297
	Activité 6.1.3 - Organiser l'établissement de 68 000 CNIB au profit des femmes, des jeunes et des PDI dans les communes d'intervention		X		X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	170 000 000	290 366	259 297
Sous total 5.1									**425 000 000**	**725 916**	**648 243**
Produit 5.2 : les femmes de la zone d'intervention	Activité 5.2.1 - Former 4250 femmes sur les procédures d'acquisition et de sécurisation foncière		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	42 500 000	72 592	64 824

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
disposant de plus grandes capacités de leadership dans les instances locales de décision	Activité 5.2.2 - Former 4250 membres des organisations féminines sur les droits et devoirs dans la gestion des affaires locales		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	42 500 000	72 592	64 824
	Activité 5.2.3 - Former 3000 femmes militantes des formations politiques et des associations de développement sur le leadership		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	166 000 000	283 534	253 196
	Activité 5.2.4 - Former 150 femmes élues des CT cibles sur les stratégies et les enjeux du développement local		X		**X**	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	19 920 000	34 024	30 384
	Activité 5.2.5 - Former 50 leaders communautaires de chaque commune cible sur le statut juridique et économique de la femme		X		**X**	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	42 500 000	72 592	64 824
Sous total 5.2									**313 420 000**	**535 333**	**478 053**
Total resultat 5									**738 420 000**	**1 261 250**	**1 126 296**
Résultat 6 : Les communautés locales, les PDIs et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) dans la zone d'intervention sont engagées et contribuent activement dans l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale											
Produit 6.1 Les communautés et les autorités locales se dotent	Activité 6.1.1 - Elaborer des plans d'actions spécifiques de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion	X	X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	85 000 000	145 183	129 649

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
de plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet	sociale par CT cible										
	Activité 6.1.2 - Diffuser 200 rapports du document de stratégie nationale de la cohésion sociale dans 85 communes		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	43 555	38 895
	Activité 6.1.3 - Mettre en œuvre 6 opérations de collecte sur la gestion des conflits communautaires		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71600Travel	41 866 974	71 510	63 859
	Activité 6.1.4 - Concevoir un dispositif unique de collecte, de traitement de partage des données sur les conflits communautaires	X	X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	11 835 000	20 215	18 052
	Activité 6.1.5 - Doter les acteurs de collecte, de traitement, de partage des données et de gestion des conflits en équipement et logistiques de collecte et de traitement des données		X	X		PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	30 000 000	51 241	45 758
			X	X		PNUD	Pays -Bas	72800 Information Technology Equipmt	3 000 000	5 124	4 576
	Activité 6.1.6 - Former 150 acteurs sur la collecte, le traitement, et le partage des données sur la gestion des conflits		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	19 920 000	34 024	30 384

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Sous total 6.1									**217 121 974**	**370 853**	**331 171**
Produit 6.2: les communautés et les autorités locales mettent en œuvre les plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale	Activité 6.2.1 - Conduire et restituer une étude d'identification des risques et menaces à la paix et à la cohésion sociale dans la zone d'intervention	X	X			PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	18 000 000	30 745	27 455
		X	X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 000 000	10 248	9 152
	Activité 6.2.2 - Financer des plans d'actions spécifiques de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale par CT cible		X	X		PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	63 750 000	108 887	97 236
	Activité 6.2.3 - Sensibiliser 30 leaders religieux et coutumiers par communes cible de la région du Centre-Nord, Nord, de l'Est, Centre-Est, Boucle du Mouhoun, Sahel		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	38 250 000	65 332	58 342
	Activité 6.2.4 - Organiser 60 émissions radios sur la stratégie nationale de la cohésion sociale dans les 50 communes d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	24 000 000	40 993	36 607
	Activité 6.2.5 - Aménager et Equiper 85 espaces de dialogue sur la sécurité communautaire avec toutes les parties prenantes dans		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	187 000 000	319 403	285 227

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	USS 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
	chaque commune										
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	34 000 000	58 073	51 859
			X			PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	34 000 000	58 073	51 859
	Activité 6.2.6 - Organiser 170 journées des communautés pour la promotion de la sécurité communautaire et cohésion sociale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	127 500 000	217 775	194 473
	Activité 6.2.7 - Former 425 présidents de CT et chefs de circonscription administratives sur la prévention et de gestion des conflits		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	40 775 000	69 645	62 193
	Activité 6.2.8 - Former 340 acteurs locaux sur la prévention et la gestion des conflits		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	28 960 000	49 465	44 172
Sous total 6.2									**602 235 000**	**1 028 640**	**918 576**

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Produit 6.3 Les communautés locales et les FDS (militaires, polices nationales, gendarmes) de la zone d'intervention engagées dans la promotion de la cohésion sociale	Activité 6.3.1 - Former 350 personnels des FDS de la zone d'intervention du projet sur la prise en compte de la cohésion sociale dans leurs missions de sécurisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	29 600 000	50 558	45 148
	Activité 6.3.2 - Organiser 85 matchs de football et 85 cross populaires entre FDS et populations civiles dans les zones cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	85 000 000	145 183	129 649
	Activité 6.3.3 - Organiser 85 campagnes de reboisement avec la participation des militaires et des populations civiles dans les communes de la zone cible		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	38 250 000	65 332	58 342
	Activité 6.3.4 Sensibiliser à travers 60 émissions radio, les populations locales des 85 communes cibles sur la participation citoyenne pour leur sécurisation (50/communes)		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	29 750 000	50 814	45 377
	Activité 6.3.5 Former 300 membres des OSC de la zone d'intervention du projet sur la co-construction de la paix		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	34 500 000	58 927	52 622

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	2022 oct 2021-sept	2013 oct 2022-Sept	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
Sous total 6.3									**217 100 000**	**370 815**	**331 138**
Total résultat 6									**1 036 456 974**	**1 770 308**	**1 580 885**
Résultat 7 : Un système d'analyse de conflits et indexe de cohésion sociale est à disposition à l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) et contribue à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale											
Produit 7.1 Le projet en partenariat avec le gouvernement se dotent d'une plateforme pérenne d'analyse des conflits et d'indexe de cohésion sociale	Activité 7.1.1 Concevoir la plateforme d'analyse des conflits et indexe cohésion sociale et produire et diffuser les annuaires statistiques de la décentralisation	x	x			PNUD	Pays -Bas	71300 International Consultants	118 000 000	201 549	179 983
	Activité 7.1.2 Mettre en place les outils collecte permanente des données et des informations		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	50 000 000	85 402	76 264
	Activité 7.1.3 former 100 acteurs locaux pour la collecte et la transmission des données		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 349 000	17 676	15 785
	Activité 7.1.4 Analyse et diffuser périodiquement les informations et données collectées.					PNUD	Pays -Bas	PM	14 384 500	24 569	21 940
Sous total 7.1									**192 733 500**	**329 196**	**293 972**
Produit 7.2 Les 85 communes cibles se dotent	Activité 7.2.1 Réaliser 85 études d'analyse des conflits dans les communes cibles	x	x			PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	85 000 000	145 183	129 649

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
de stratégies d'ajustement des interventions du projet tenant compte du contexte sécuritaire	Activité 7.2.2 Concevoir des stratégies spécifiques d'intervention pour chacune des communes cibles		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	15 000 000	25 621	22 879
Sous total 7.2									**100 000 000**	**170 804**	**152 528**
Total resultat7									**292 733 500**	**500 000**	**446 500**
TOTAL GENERAL ACTIVITES									**4 884 104 674**	**8 342 237**	**7 449 618**
Résultat 8 : Unité de gestion assurée											
	Collecte annuelle des données/indicateurs /Situation référence	X				PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	25 000 000	42 701	38 132
		X				PNUD	Pays -Bas	71600 Travel	3 000 000	5 124	4 576
	Rencontre de lancement du projet dans les régions	X				PNUD	Pays -Bas	71600 Travel	4 800 000	8 199	7 321
		X				PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 000 000	17 080	15 253
	Personnel	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71400 Contractual Services - Individ	960 279 402	1 640 194	1 464 693

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	oct 2021-sept 2022	oct 2022-Sept 2013	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	64300 Staff Mgmt Costs - IP Staff	118 011 265	201 568	180 000
	Equipement		X		X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72200 Equipment and Furniture/	5 000 000	8 540	7 626
			X		X	PNUD		72800 Information Technology Equipmt	5 000 000	8 540	7 626
	Acquérir quatre véhicules	X	X			PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	60 000 000	102 482	91 517
	Fonctionnement	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	71600 Travel	5 000 000	8 540	7 626
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72100 Contractual Services-Companies	9 720 300	16 603	14 826
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72300Materials & Goods	5 000 000	8 540	7 626
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72400 Communic & Audio Visual Equip	2 500 000	4 270	3 813
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	72500 Supplies	3 942 647	6 734	6 014
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas PNUD	74500 Miscellaneous Expenses	2 000 000	3 416	3 051
	Audit + évaluation finale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71200 International Consultants	10 000 000	17 080	15 253

Produits	PLANNED ACTIVITIES	Planned Budget by Year				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET				
	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de finance-ment	Description budgétaire	Budget		
		oct 2020-sept 201	2022 oct 2021-sept	2013 oct 2022-Sept	2023				FCFA	US$ 1US= 585,467 fcfa (juin 2020)	Euro 1US=0,893 euro
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	9 000 000	15 372	13 728
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	74100 Professional Services	5 000 000	8 540	7 626
	Frais de gestion	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75100 Facilities & Administration	315 753 314	539 319	481 612
Total unité de gestion									**1 559 006 928**	**2 662 843**	**2 377 919**
TOTAL GENERAL									**6 443 111 602**	**11 005 081**	**9 827 537**

8. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (OCTOBRE 2020 A SEPTEMBRE 2021)

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Résultat 1 : La gestion des CT de la zone cible prend en compte les nouvelles orientations et textes nationaux de la décentralisation											
Produit 1.1 : les acteurs locaux de la zone cible disposant de connaissances sur les orientations et la stratégie décennale 2017- 2026 de mise en œuvre de la décentralisation	Activité 1.1.1 - Valider la version synthétique des Référentiels à l'usage des acteurs locaux, en français et dans les langues nationales	X				PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	3 000 000	5 389	4 575
	Activité 1.1.2 - Editer 8500 exemplaires de la version synthétique des référentiels à l'usage des acteurs locaux	X				PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	12 750 000	22 903	19 445
	Activité 1.1.3 - Former 200 acteurs locaux (CCA, PCR maires) de la zone d'intervention du projet en charge du pilotage sur leur rôle dans la mise en œuvre des référentiels		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 800 000	22 993	19 521
	Activité 1.1.4 - Diffuser électroniquement et physiquement la version synthétique des Référentiels à l'usage des acteurs locaux		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 982	7 625
	Activité 1.1.7 - Former 30 acteurs par commune sur les référentiels de la décentralisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	25 500 000	45 806	38 889
Sous-total 1.1									**59 050 000**	**106 072**	**90 055**
Produit 1.2 : les élus locaux de la zone d'intervention connaissant les règles et procédures de gestion des	Activité 1.2.1 - Éditer en 2500 exemplaires la nouvelle version du (CGCT)		X			PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	3 750 000	6 736	5 719

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
affaires locales											
Sous-total 1.2									**3 750 000**	**6 736**	**5 719**
Produit 1.3 : les élus locaux de la zone d'intervention connaissant les règles et procédures de gestion des affaires locales	Activité 1.3.1 - Relire les textes sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et du conseil régional ainsi que de leur administration		X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	5 000 000	8 982	7 625
	Activité 1.3.3 - Former 1275 membres des conseils de collectivités sur les modules portant sur l'organisation et le fonctionnement du conseil municipal et de l'administration communale et sur le module portant sur l'organisation et le fonctionnement du conseil régional et de l'administration régionale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 750 000	22 903	19 445
	Activité 1.3.5 - Élaborer un manuel technique et pédagogique sur les règles et procédures de gestion des CT			X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 500 000	4 491	3 813
	Activité 1.3.6 - Traduire le manuel technique et pédagogique sur les règles et procédures de gestion des CT en trois langues (fulfuldé, gurmatchéma, mooré, dioula, bwmu)			X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	5 000 000	8 982	7 625
Sous-total 1.3									**25 250 000**	**45 357**	**38 508**
Total résultat 1									**88 050 000**	**158 165**	**134 282**
Résultat 2 : Les populations de la zone cible ont accès à de meilleurs services d'état civil et de santé, améliorant leur confiance en l'administration publique locale											
Produit 2.1 : Les centres de santé de la zone	Activité 2.1.1 - Doter 160 centres de santé en équipements de bureau, médico-technique, kits solaires		X	X		PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	160 000 000	287 409	244 010

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations (femmes, jeunes, personnes déplacées internes)	Activité 2.1.2 - Sensibiliser 150 agents des services municipaux de santé et des services techniques de santé sur les normes des services de santé à toutes les couches de la population		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 075 000	10 913	9 265
	Activité 2.1.3 - Former 150 membres d'OSC locales du domaine de la santé sur le suivi de l'offre des services de santé à toute la population		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 140 000	18 215	15 464
Sous-total 2.1									**176 215 000**	**316 536**	**268 739**
<u>Produit 2.2</u> : Les services et centres secondaires d'état civil de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Activité 2.2.1 - Doter les services d'état civil de 40 mairies en matériels informatiques et bureautiques pour fournir des services de meilleure qualité aux populations		X	X		PNUD	Pays -Bas	72800 Information Technology Equipmt	40 000 000	71 852	61 003
			X	X		PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	28 000 000	50 297	42 702
			X	X		PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equipment	24 000 000	43 111	36 602
	Activité 2.2.2 - Former 40 membres des tribunaux départementaux de l'ensemble des communes cibles sur l'établissement des jugements supplétifs et déclaratifs		X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 760 000	4 958	4 209
	Activité 2.2.3 Doter 40 préfectures de la zone d'intervention en matériels informatiques et bureautiques pour l'établissement des jugements		X	X		PNUD	PNUD	72800 Information Technology Equipment	20 000 000	35 926	30 501

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	supplétifs et déclaratifs		X	X		PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	14 000 000	25 148	21 351
			X	X		PNUD	PNUD	72400 Communic & Audio Visual Equip	12 000 000	21 556	18 301
	Activité 2.2.4 - Digitaliser 6 services d'état civil des communes cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	72 000 000	129 334	109 805
Produit 2.2 : Les services et centres secondaires d'état civil de la zone cible disposant de capacités suffisantes pour offrir des services de qualité aux populations	Activité 2.2.5 - Doter 12 centres secondaires en mobilier et registres d'état civil		X	X		PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	8 400 000	15 089	12 811
			X	X		PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	7 200 000	12 933	10 980
	Activité 2.2.6 - Former 160 agents et officiers d'état civil sur la gestion de l'état civil			X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 440 000	18 753	15 922
	Activité 2.2.7 - Confectionner et implanter 40 panneaux d'information sur les actes fournis par les CT			X		PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	10 200 000	18 322	15 556
	Activité 2.2.8 - Sensibiliser 200 élus, officiers et agents d'état civil sur le lien entre qualité de l'offre des SPL et confiance entre populations et mairies		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 000 000	3 593	3 050
Sous-total 2.2									**251 000 000**	**450 873**	**382 791**
Total résultat 2									**427 215 000**	**767 409**	**651 530**
Résultat 3 : Les préoccupations des populations, y inclus des PDIs en matière de sécurité communautaire, de cohésion sociale, de promotion du genre et de viabilité des économies locales, sont prises en compte dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des PLD											

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Produit 3.1 : les collectivités territoriales de la zone d'intervention disposant de PLD réalistes, prenant en compte les ODD, les priorités des bénéficiaires, les orientations et schémas nationaux et la cohésion sociale	Activité 3.1.1 - Former 550 acteurs locaux des communes cibles sur les fonctions stratégiques des PLD et la priorisation et la localisation des ODD, la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	5 500 000	9 880	8 388
	Activité 3.1.2 - Élaborer un guide pour la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X			PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	2 100 000	3 772	3 203
	Activité 3.1.3 - Éditer 5000 exemplaires du guide pour la prise en compte de la cohésion sociale dans la planification locale		X			PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	7 500 000	13 472	11 438
	Activité 3.1.4 - Mettre à jour 15 Plans communaux de développement dans les six régions		X			PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	75 000 000	134 723	114 380
	Activité 3.1.5 - Produire 15 synthèses des Plans communaux de développement dans les six régions			X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	3 750 000	6 736	5 719
	Activité 3.1.6 - Éditer en 5000 exemplaires et vulgariser les versions synthèses et plaquettes des PLD dans les quatre régions			X		PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	2 250 000	4 042	3 431
	Activité 3.1.7 - Former 150 élus et agents des CT des zones cibles sur la prise en compte de la cohésion sociale dans l'identification, la localisation, la mise en œuvre et le suivi des actions de développement local		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 275 000	18 457	15 670
	Activité 3.1.8 - Concevoir 30 infographies sur les potentialités locales des collectivités territoriales cibles			X		PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	15 000 000	26 945	22 876

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	Activité 3.1.9 - Éditer et diffuser 1000 infographies sur les potentialités locales des collectivités territoriales cibles			X		PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	1 500 000	2 694	2 288
Sous-total 3.1									**122 875 000**	**220 721**	**187 392**
Produit 3. 2 : les CT de la zone d'intervention disposant de projets de développement économiques viables, prenant en compte la durabilité, le genre et la cohésion sociales	Activité 3.2.1 - Élaborer des stratégies de développement économique locaux et cohérence territoriale au profit des régions de l 'Est, Centre Nord, Centre-Est, Nord, Sahel et Boucle du Mouhoun		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 000 000	21 556	18 301
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 800 000	19 400	16 471
	Activité 3.2.2 - Former 80 acteurs sur l'identification et la formulation des projets DEL		X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	5 920 000	10 634	9 028
	Activité 3.2.3 Élaborer 80 projets DEL		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	24 000 000	43 111	36 602
Sous-total 3.2									**52 720 000**	**94 701**	**80 401**
<u>Produit 3.3 :</u> Les CT de la zone d'intervention disposant des capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Activité 3.3.1 - Former 20 acteurs locaux de 40 communes sur l'élaboration et la mise en œuvre des PAI		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	8 000 000	14 370	12 201
	Activité 3.3.2 - Élaborer 40 PAI dans les six régions cibles				X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	3 275 500	5 884	4 995

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Produit 3.3 : Les CT de la zone d'intervention disposant des capacités pour la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de leur PLD	Activité 3.3.3 - Mettre 40 volontaires communautaires chargés de suivi des PLD à la disposition des CT des zones d'intervention	X				PNUD	Pays -Bas	71500 UN Volunteers	38 400 000	68 978	58 562
		X				PNUD	Pays -Bas	72800 Information Technology Equipmt	16 000 000	28 741	24 401
	Activité 3.3.4 - Former 40 membres des comités techniques (3/commune de suivi et agents des CT sur le suivi du PCD		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	3 260 000	5 856	4 972
	Activité 3.3.5 - Dynamiser le mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD dans 40 communes cibles		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 000 000	10 778	9 150
Sous-total 3.3									**74 935 500**	**134 607**	**114 281**
Produit 3.4 : Les communes cibles disposent de projets de développement économique locaux élaborés et mis en œuvre en partenariat avec les acteurs économiques locaux	Activité 3.4.1 - Conduire des études de faisabilité de 80 projets innovants et structurants issus des PCD des communes d'intervention des six régions			X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	40 000 000	71 852	61 003
	Activité 3.4.2 - Élaborer 50 plans d'affaires des projets de développement économique identifiés dans les communes d'intervention des six régions cibles			X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 500 000	22 454	19 063
	Activité 3.4.3 - Mettre en œuvre 10 plans d'affaires des projets DEL innovants élaborés dans les communes cibles				X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	70 000 000	125 741	106 754
	Activité 3.4.4 - Former 20 jeunes et femmes à l'entrepreneuriat rural et à l'auto-emploi dans 10 communes				X	PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	2 000 000	3 593	3 050
					X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training,	2 000 000	3 593	3 050

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	d'intervention dans les six régions							Workshops and Confer			
	Activité 3.4.6 - Former 40 agents des structures (SFR, CFV, CCFV) foncières de 40 communes d'intervention des six régions sur la loi portant régime foncier rural			X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	2 760 000	4 958	4 209
	Activité 3.4.7 - Doter 50 femmes et jeunes de communes d'intervention dans trois des six régions d'attestations de possession foncière rurale			X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	3 000 000	5 389	4 575
	Activité 3.4.8 - Former 500 jeunes et femmes sur des compétences techniques pertinentes au marché d'emplois			X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	5 000 000	8 982	7 625
Sous-total 3.4									**137 260 000**	**246 561**	**209 330**
Total résultat 3									**387 790 500**	**696 590**	**591 405**
Résultat 4 : Les collectivités territoriales (CT) de la zone d'intervention sont gérées de manière transparente avec une participation plus effective des populations (femmes, hommes et jeunes) à travers des mécanismes de contrôle civil qui contribuent à réduire la corruption et améliorent la redevabilité											
Produit 4.1 Les CT de la zone cible se dotent de plans d'intégrité : évaluation des risques de corruption, élaboration de plan d'intégrité et de redevabilité	Activité 4.1.1 - Évaluer les risques de corruption dans 40 communes des six régions	X	X			PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	12 600 000	22 633	19 216
	Activité 4.1.2 - Elaborer 40 plans d'intégrité et de redevabilité		X	X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	10 000 000	17 963	15 251

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Sous-total 4.1									**22 600 000**	**40 597**	**34 466**
Produit 4.2: les CT de la zone cible mettent en œuvre le plan d'intégrité et de redevabilité	Activité 4.2.1 - Former 30 acteurs locaux de chaque commune sur la communication et les principes de redevabilité dans la mise en œuvre des PCD		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 000 000	10 778	9 150
	Activité 4.2.2 - Organiser 20 émissions radios interactives permettant l'interpellation des autorités des CT par les populations		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	8 000 000	14 370	12 201
	Activité 4.2.3 - Organiser 25 sessions d'échange direct entre populations et autorités locales sur la gestion des collectivités territoriales et la cohésion sociale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 982	7 625
	Activité 4.2.4 - Organiser 80 sessions de cadres communaux de concertation (CCCo) et de communication entre les conseils municipaux et les populations	X	X			PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	8 000 000	14 370	12 201
	Activité 4.2.5 - Expérimenter un outil innovant de communication interactive entre élus et populations			X		PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	4 500 000	8 083	6 863
Sous-total 4.2									**31 500 000**	**56 584**	**48 040**
Produit 4.3 : les médias locaux de la zone d'intervention menant régulièrement	Activité 4.3.1 - Former 40 acteurs des médias dans la zone d'intervention sur leur rôle dans l'exercice de la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale dans le contexte de la décentralisation		X			PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	4 860 000	8 730	7 412

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
des activités de promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et la cohésion sociale -	Activité 4.3.2 - Produire 20 émissions radiophoniques pour la promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne et de la cohésion sociale dans les collectivités territoriales dans la zone d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	5 000 000	8 982	7 625
	Activité 4.3.3 - Diffuser 20 émissions radiophoniques produites sur la promotion de la redevabilité, de la participation citoyenne, de la prévention de la corruption, et de la cohésion sociale dans les collectivités territoriales		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	3 000 000	5 389	4 575
	Activité 4.3.4 - Diffuser 20 publications par les médias en ligne et la presse écrite sur l'exercice la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale dans le contexte de la décentralisation -		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	750 000	1 347	1 144
Sous-total 4.3									**13 610 000**	**24 448**	**20 756**
Produit 4.4 : Les OSC de la zone d'intervention conduisant régulièrement des activités de veille citoyenne et de prévention de la corruption	Activité 4.4.1 - Organiser 20 sessions d'échanges entre OSC et élus sur la veille citoyenne dans le domaine de la gouvernance locale, la redevabilité, la participation citoyenne et la cohésion sociale		X		X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	3 500 000	6 287	5 338
	Activité 4.4.2 - Former 40 OSC sur l'élaboration et la mise en œuvre de plan d'action de veille citoyenne dans le domaine de la gouvernance locale, la redevabilité, la participation citoyenne, la prévention de la corruption et la cohésion sociale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	4 260 000	7 652	6 497

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	Activité 4.4.3 - Financer 10 plans d'action de veille citoyenne des OSC dans la zone d'intervention du projet		X		X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	20 000 000	35 926	30 501
Sous-total 4.4									**27 760 000**	**49 865**	**42 336**
Total résultat 4									**95 470 000**	**171 493**	**145 598**
Résultat 5 : Les groupes vulnérables de la zone d'intervention, notamment les femmes et les jeunes, participent davantage à la gestion des affaires locales											
Produit 5.1: les groupes spécifiques, notamment les femmes et les jeunes, de la zone d'intervention disposant d'actes d'état civil	Activité 5.1.1 - Organiser l'enregistrement et l'établissement de 10 000 jugements supplétifs au profit des jeunes filles dans les écoles, dans les communes d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	20 000 000	35 926	30 501
	Activité 5.1.2 - Organiser l'établissement de 20000 jugements supplétifs au profit des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap et des PDI dans les communes d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	40 000 000	71 852	61 003
	Activité 6.1.3 - Organiser l'établissement de 15 000 CNIB au profit des femmes, des jeunes et des PDI dans les communes d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	37 500 000	67 361	57 190
Sous-total 5.1									**97 500 000**	**175 140**	**148 694**
Produit 5.2 : les femmes de la zone d'intervention disposant de plus grandes capacités de	Activité 5.2.1 Former 1250 femmes sur les procédures d'acquisition et de sécurisation foncière		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 500 000	22 454	19 063
	Activité 5.2.2 - Former 1250 membres des organisations féminines sur les droits et devoirs dans la gestion des affaires locales		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 500 000	22 454	19 063

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
leadership dans les instances locales de décision	Activité 5.2.3 - Former 500 femmes militantes des formations politiques et des associations de développement sur le leadership		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	36 000 000	64 667	54 902
	Activité 5.2.4 - Former 150 femmes élues des CT cibles sur les stratégies et les enjeux du développement local			X	**X**	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	13 200 000	23 711	20 131
	Activité 5.2.5 - Former 50 leaders communautaires de 40 communes cibles sur le statut juridique et économique de la femme		X	X	**X**	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 500 000	22 454	19 063
Sous-total 5.2									**86 700 000**	**155 740**	**132 223**
Total résultat 5									**184 200 000**	**330 880**	**280 917**
Résultat 6 : Les communautés locales, les PDIs et les autres parties prenantes (les autorités locales et les FDS) dans la zone d'intervention sont engagées et contribuent activement dans l'élaboration et la mise en œuvre des mécanismes de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale											
Produit 6.1 Les communautés et les autorités locales se dotent de plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans la zone d'intervention du projet	Activité 6.1.1 - Elaborer 20 plans d'actions spécifiques de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale par CT cible		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	20 000 000	35 926	30 501
	Activité 6.1.2 - Diffuser 40 rapports du document de stratégie nationale de la cohésion sociale de 40 communes		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	12 000 000	21 556	18 301
	Activité 6.1.3 - Mettre en œuvre 6 opérations de collecte sur la gestion des conflits communautaires		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71600Travel	13 955 658	25 069	21 283
	Activité 6.1.4 - Concevoir un dispositif unique de collecte, de traitement de partage des données sur les conflits communautaires		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	11 835 000	21 259	18 049

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	Activité 6.1.5 - Doter les acteurs de collecte, de traitement, de partage des données et de gestion des conflits en équipement et logistiques de collecte et de traitement des données		X	X		PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	30 000 000	53 889	45 752
			X	X		PNUD	Pays -Bas	72800 Information Technology Equipmt	3 000 000	5 389	4 575
	Activité 6.1.6 - Former 150 acteurs sur la collecte, le traitement, et le partage des données sur la gestion des conflits		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	13 520 000	24 286	20 619
Sous-total 6.1									**104 310 658**	**187 374**	**159 080**
Produit 6.2: les communautés et les autorités locales mettent en œuvre les plans de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale	Activité 6.2.1 - Conduire et restituer une étude d'identification des risques et menaces à la paix et à la cohésion sociale dans chacune des régions d'intervention		X	X		PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	18 000 000	32 334	27 451
			X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	6 000 000	10 778	9 150
	Activité 6.2.2 - Financer des plans d'actions spécifiques de co-construction de la sécurité communautaire et de la cohésion sociale dans 40 communes		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	30 000 000	53 889	45 752
	Activité 6.2.3 - Sensibiliser 30 leaders religieux et coutumiers dans 40 communes de la région du Centre-Nord, Nord, de l'Est, Centre-Est, Boucle du Mouhoun, Sahel		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	18 000 000	32 334	27 451
	Activité 6.2.4 - Organiser 20 émissions radios sur la stratégie nationale de la cohésion sociale dans les 50 communes d'intervention		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	8 000 000	14 370	12 201

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
	Activité 6.2.5 - Aménager et Équiper 20 espaces de dialogue sur la sécurité communautaire avec toutes les parties prenantes dans chaque commune		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	44 000 000	79 037	67 103
			X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	8 000 000	14 370	12 201
			X			PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	8 000 000	14 370	12 201
	Activité 6.2.6 - Organiser 10 journées des communautés pour la promotion de la sécurité communautaire et cohésion sociale			X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	7 500 000	13 472	11 438
	Activité 6.2.7 - Former 225 présidents de CT et chefs de circonscription administratives sur la prévention et de gestion des conflits		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	21 450 000	38 531	32 713
Sous-total 6.2									**168 950 000**	**303 486**	**257 660**
Produit 6.3 Les communautés locales et les FDS (militaires, polices nationales, gendarmes) de la zone d'intervention engagées dans la promotion de la cohésion sociale	Activité 6.3.1 - Former 150 personnels des FDS de la zone d'intervention du projet sur la prise en compte de la cohésion sociale dans leurs missions de sécurisation		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	13 500 000	23 059	20 591
	Activité 6.3.3 - Organiser 40 campagnes de reboisement avec la participation des militaires et des populations civiles dans les communes de la zone cible			X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	18 000 000	30 745	27 455
	Activité 6.3.4 - Sensibiliser à travers 20 émissions radio, les populations locales des 85 communes cibles sur la participation citoyenne pour leur sécurisation (50/communes)		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	7 000 000	11 956	10 677

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Sous-total 6.3									**38 500 000**	**65 759**	**58 723**
Total résultat 6									**311 760 658**	**560 017**	**475 455**
Résultat 7 : Les conflits, leur gestion et leur prévention sont gérés de manière efficace par l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population , etc.) et contribuent à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale											
Produit 7.1 Le projet en partenariat avec le gouvernement se dotent d'une plateforme pérenne d'analyse des conflits et d'indexe de cohésion sociale	Activité 7.1.1 - Concevoir la plateforme d'analyse des conflits	x	x			PNUD	Pays -Bas	71300 International Consultants	118 000 000	211 964	179 957
	Activité 7.1.2 - Mettre en place les outils collecte permanente des données et des informations		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	50 000 000	89 815	76 253
	Activité 7.1.3 - Former 100 acteurs locaux pour la collecte et la transmission des données		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 349 000	18 590	15 783
	Activité 7.1.4 - Analyse et diffuser périodiquement les informations et données collectées.					PNUD	Pays -Bas	PM	PM	PM	PM
Sous-total 7.1									178 349 000	320 369	271 994
Produit 7.2 Les 85 communes cibles se dote de stratégies d'ajustement des interventions du projet tenant compte du contexte sécuritaire	Activité 7.2.1 - Réaliser 85 études d'analyse des conflits dans les communes cibles	x	x			PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants/ Consultants intern	85 000 000	152 686	129 630
	Activité 7.2.2 - Concevoir des stratégies spécifiques d'intervention pour chacune des communes cibles		X	X		PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	15 000 000	26 945	22 876

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
Sous-total 7.2									**100 000 000**	**179 631**	**152 506**
Total résultat 7									**278 349 000**	**500 000**	**424 500**
TOTAL GÉNÉRAL ACTIVITÉS									**1 772 835 158**	**3 181 156**	**2 703 695**
Résultat 8 Unité de gestion assurée											
	Collecte annuelle des données/indicateurs /Situation référence	X				PNUD	Pays -Bas	71300 Local Consultants	25 000 000	44 908	38 127
		X				PNUD	Pays -Bas	71600 Travel	1 000 000	1 796	1 525
	Tenue du CLEP et rencontre de lancement du projet	X				PNUD	Pays -Bas	71600 Travel	4 800 000	8 622	7 320
						PNUD	Pays -Bas	75700 Training, Workshops and Confer	10 000 000	17 963	15 251
	Personnel	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71400 Contractual Services - Individ	230 400 468	413 870	351 375
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	64300 Staff Mgmt Costs - IP Staff	36 680 392	69 482	58 990
	Équipement		X		X	PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture/	1 000 000	1 796	1 525
			X		X	PNUD		72800 Information Technology Equipmt	2 000 000	3 593	3 051
	Acquérir quatre véhicules	X	X			PNUD	Pays -Bas	72200 Equipment and Furniture	60 000 000	107 778	91 504
	Fonctionnement	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	71600 Travel	2 000 000	3 593	3 050
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72100 Contractual Services-Companies	3 500 000	6 287	5 338

Produits	Activités	Chronogramme				Partie responsable	Source de financement	Description budgétaire	Budget		
		T1	T2	T3	T4				FCFA	US$ 1US= 556,698 fcfa (août 2020)	Euro 1US =0,849 euro
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72300 Materials & Goods	1 000 000	1 796	1 525
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72400 Communic & Audio Visual Equip	1 000 000	1 796	1 525
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	72500 Supplies	1 500 000	2 694	2 288
		X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	74500 Miscellaneous Expenses	750 000	1 347	1 144
	Audit + évaluation finale		X	X	X	PNUD	Pays -Bas	74100 Professional Services	1 000 000	1 796	1 525
	Frais de gestion	X	X	X	X	PNUD	Pays -Bas	75100 Facilities & Administration	147 154 930	264 335	224 421
Total unité de gestion									**530 785 790**	**953 454**	**809 482**
TOTAL GÉNÉRAL									**2 303 620 948**	**4 134 610**	**3 513 177**

9. ÉVALUATION DE LA CONTREPARTIE NATIONALE

Intitulés	Qté	Coût Unitaire F CFA	Coût total F CFA	Coût total US$	Répartition triennale		
					Année 1	Année 2	Année 3
Formation du personnel d'appui à la mise en œuvre du projet	9	2 000 000	18 000 000	30 000	6 000 000	12 000 000	
Entretien bâtiments	1	5 000 000	5 000 000	8 333	0	3 000 000	2 000 000
Frais de comité de revue	6	3 000 000	18 000 000	30 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
Frais comité technique de suivi	6	5 000 000	30 000 000	50 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Missions terrain de supervision du Projet par les structures du MATDC	12	1 500 000	18 000 000	30 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
Indemnités du responsable du programme décentralisation	15	250 000	3 750 000	6 250	-	750 000	3 000 000
Indemnités du Président du comité de revu	36	50 000	1 800 000	3 000	600 000	600 000	600 000
Frais d'achat de biens et services divers	FF	2 000 000	2 000 000	3 333	0	500 000	1 500 000
Dévolution des biens	FF	2 650 000	2 650 000	4 417			2 650 000
Sous-total décaissable			**99 200 000**	**165 333**	**28 600 000**	**38 350 000**	**30 250 000**
Eau, électricité, téléphone	FF	4 600 000	4 600 000	7 667	0	1 000 000	3 600 000
Sous-total non décaissable			**4 600 000**	**7 667**	**0**	**1 000 000**	**3 600 000**
TOTAL GÉNÉRAL			**103 800 000**	**173 000**	**28 600 000**	**39 350 000**	**33 850 000**

10. ARRANGEMENT DE GESTION ET DE COORDINATION

10.1 Modalités de mise en œuvre

Conformément au Décret n°2018-0092/PRES/PM/MINEFID du 15 février 2018 portant règlementation des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso, le projet est rattaché au **programme budgétaire décentralisation** du Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDC), qui assure la tutelle technique. La tutelle financière est assurée par le Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement conformément à l'article 8 dudit décret.

Conformément à l'article 12 de la nouvelle réglementation générale sur les projets et programmes de développement ci-dessus cité, et en concertation avec le Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDC), il a été retenu que le *« Projet Gouvernance locale et Cohésion Sociale (GolCos) »* sera considéré comme projet de « Catégorie 2 ». Dans ce sens les arrangements de gestion se conformeront aux orientations mentionnées au « TITRE III » de la règlementation des programmes et projets et qui traite des modalités applicables aux projets de « Catégorie 2 ».

En application des dispositions ci-dessus évoquées du décret, le projet sera mis en œuvre

directement par le PNUD (Direct implémentation). La réalisation de certaines activités sera confiée d'une part à certaines structures du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (MATDC), aux collectivités territoriales bénéficiaires conformément au plan de travail et au cadre des résultats, et d'autre part à des ONG et Associations locales. Ces Associations locales et ONG seront sélectionnées par manifestation d'intérêt. Les dépenses seront réglées directement par le PNUD selon ses procédures.

Le dispositif de suivi/évaluation qui sera mis en œuvre dans le cadre de ce projet permettra de fournir les informations requises au Responsable du Programme budgétaire décentralisation du MATDC auquel il est rattaché, en vue de la préparation du Comité de revue, conformément à la nouvelle réglementation générale sur les projets et programmes de développement.

Le Gouvernement mettra à la disposition du projet, un local fonctionnel, prendra en charge les fournitures en eau, en électricité et le téléphone. Il prendra en charge les taxes fiscales et douanières pour les besoins entrant dans la mise en œuvre des activités du projet. Pour ce faire, les équipements et fournitures nécessaires au fonctionnement du projet bénéficieront de l'exonération des droits, taxes et impôts en vigueur au Burkina Faso. Le projet bénéficiera également de l'enlèvement immédiat sous douane de tous les équipements et fournitures importés au titre du projet. La régularisation douanière devra être effectuée dans un délai de trois (3) mois.

La mise en œuvre du projet sera coordonnée par un Comité Technique de Suivi (CTS), un organe consultatif regroupant les acteurs (rices) et bénéficiaires du projet ainsi que les partenaires contribuant à son financement. Cet organe veille à une concertation permanente avec l'ensemble des parties prenantes pour s'assurer de l'efficacité des stratégies et de la pertinence des moyens techniques et financiers à mettre en œuvre pour l'atteinte des résultats poursuivis. Le rôle du Comité technique de suivi sera de contribuer à l'examen de la mise en œuvre du programme et de suggérer des orientations pour une réalisation optimale des résultats attendus. Les réflexions et les contributions de ce cadre aideront également à la préparation de rapports périodiques axés sur les résultats suffisamment « objectifs » à mettre à la disposition du Responsable de programme Budgétaire Décentralisation du MATDC.
Le dispositif opérationnel du projet sera organisé autour des organes ci-après :

- le Comité technique de suivi,
- l'Unité de Gestion de projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, tout changement au niveau des communes cibles pour cause d'aggravation des conditions sécuritaires doit faire au préalable l'objet d'information du partenaire des Pays-Bas. Ces propositions de changement devront être soumises au Comité technique de suivi pour approbation.

- **Le Comité Technique de Suivi**

Le Comité Technique de Suivi du projet dénommé CTS-GoLCoS est un organe consultatif, d'accompagnement et de suivi de la mise en œuvre du projet Gouvernance Locale et Cohésion Sociale (GoLCoS). Il contribuera à la mise en œuvre du projet à travers l'examen des résultats et des activités retenus. Il formulera des suggestions et des orientations pour une réalisation optimale des résultats attendus. Ses propositions et suggestions sont soumises à l'examen et à la validation du Comité de revue du programme budgétaire « décentralisation ». À cet effet, il aura pour principales attributions de :

- préparer la session du comité de revue du projet ;
- veiller à la cohérence des actions du projet avec les politiques et stratégies de décentralisation ;

- veiller à la cohérence des documents de planification et de budgétisation du projet avec les politiques nationales et locales et avec les prérogatives des collectivités décentralisées ;
- veiller à la synergie d'action entre le GoLCoS et les autres projets intervenant dans les régions et communes cibles ;
- suivre la mise en œuvre des activités du projet et les résultats ;
- examiner le programme d'activités annuel et les rapports d'exécution physique et financière avant leur transmission au comité de revue ;
- proposer des arbitrages pour la réaffectation des fonds non engagés par les communes ;
- assurer la mise en cohérence du projet avec les autres programmes et projets de développement ;
- proposer des sujets qui pourraient être débattus aux sessions du comité de revue ;
- favoriser l'appropriation effective du projet par les acteurs concernés dans sa mise en œuvre ;
- assurer le suivi des recommandations du comité de revue ;
- examiner toute question et difficulté liées à la bonne mise en œuvre du projet en vue d'orienter les prises de décisions au niveau supérieur ;
- examiner le plan d'exécution du programme ;
- examiner les différents rapports d'évaluation du programme ;
- examiner les rapports d'activités et financiers périodiques ;
- examiner le programme d'activités annuel, le budget et le plan de passation de marchés ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité de revue, des missions de supervision et de suivi, ainsi que des différents audits ;
- faire des recommandations à l'attention du/de la coordonnateur (rice) du programme et des différents acteurs (rices) intervenant dans la vie de celui-ci ;
- examiner tout dossier soumis à son appréciation.

Afin d'assurer la responsabilité ultime du PNUD, les décisions du Comité Technique de Suivi du projet devraient être conformes aux normes qui permettront de vérifier la gestion des résultats du développement, le meilleur coût-bénéfice, l'équité, l'intégrité, la transparence et une concurrence internationale effective. Dans le cas où un consensus ne pourrait être atteint au sein du Comité, la décision finale incomberait au gestionnaire de programme du PNUD.

Pour lui permettre de remplir ses missions, la composition et le fonctionnement du Comité Technique sont les suivants :

Président : le Directeur Général des Collectivités Territoriales (DGCT)
Vice-président : La Représentante Résidente Adjointe du PNUD ou son représentant
Membres :

Au titre des acteurs de mise en œuvre

- Un (01) représentant du Ministère de l'Économie des Finances et du Développement (MINEFID) et les DREP des six (06) régions bénéficiaires ;
- Cinq (05) représentants du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (le Directeur Général des Études et des Statistiques Sectorielles ou son représentant, le Directeur Général de la Modernisation de l'État Civil ou son représentant, le Directeur Général de la Promotion de la Cohésion Sociale ou son représentant, le Secrétaire Permanant de la Conférence de la décentralisation ou son représentant, le Directeur Général des Collectivités Territoriales ou son représentant) ;

- Un (01) représentant de chacune des associations/ONG impliquées dans la mise en œuvre du projet.

Au titre des bénéficiaires

- Deux (02) représentants des collectivités territoriales bénéficiaires des six régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord, du Nord, du Centre-Est et de la Boucle du Mouhoun ;
- Un (01) représentant de l'AMBF ;
- Un (01) représentant de l'ARBF.

Au titre des fournisseurs

- Deux (02) représentants du Gouvernement des Pays-Bas ;
- Trois (03) représentants du PNUD ;
- Des représentants des projets partenaires dans la zone de concentration.

Observateurs et personnes-ressources

- Ministères techniques ;
- Autres partenaires techniques et financiers.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le Président du comité Technique peut en cas de besoin convier toute autre personne aux travaux du cadre de concertation du projet.

10.2 Unité de Gestion du Projet

❖ Attributions

Pour assurer la gestion de la mise en œuvre du projet, le PNUD mettra en place une unité de gestion chargée de :

- assurer l'exécution technique, administrative et financière du projet ;
- mobiliser les ressources ;
- élaborer le plan annuel d'exécution du projet ;
- rendre compte de l'État d'exécution du projet au cadre de concertation et aux autorités de tutelle ;
- assurer la bonne utilisation des biens mis à la disposition du projet ;
- dresser l'inventaire initial et périodique des biens du projet ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du cadre de concertation, du comité de revue des missions d'évaluation et de suivi et des différents audits.
- rédiger les rapports périodiques et de fin de mission du projet ;
- assurer le Secrétariat du cadre de concertation du projet.

L'unité de gestion sera composée d'une équipe à Ouagadougou avec des points focaux à Fada N'Gourma, à Dori, à Kaya, à Ouahigouya, à Tenkodogo et à Dédougou.

Placée sous la direction d'un (e) Coordinateur/trice spécialisé (e), en gouvernance locale et décentralisation, l'Unité de gestion est composée de :

- Un/e (01) expert/e en suivi évaluation,

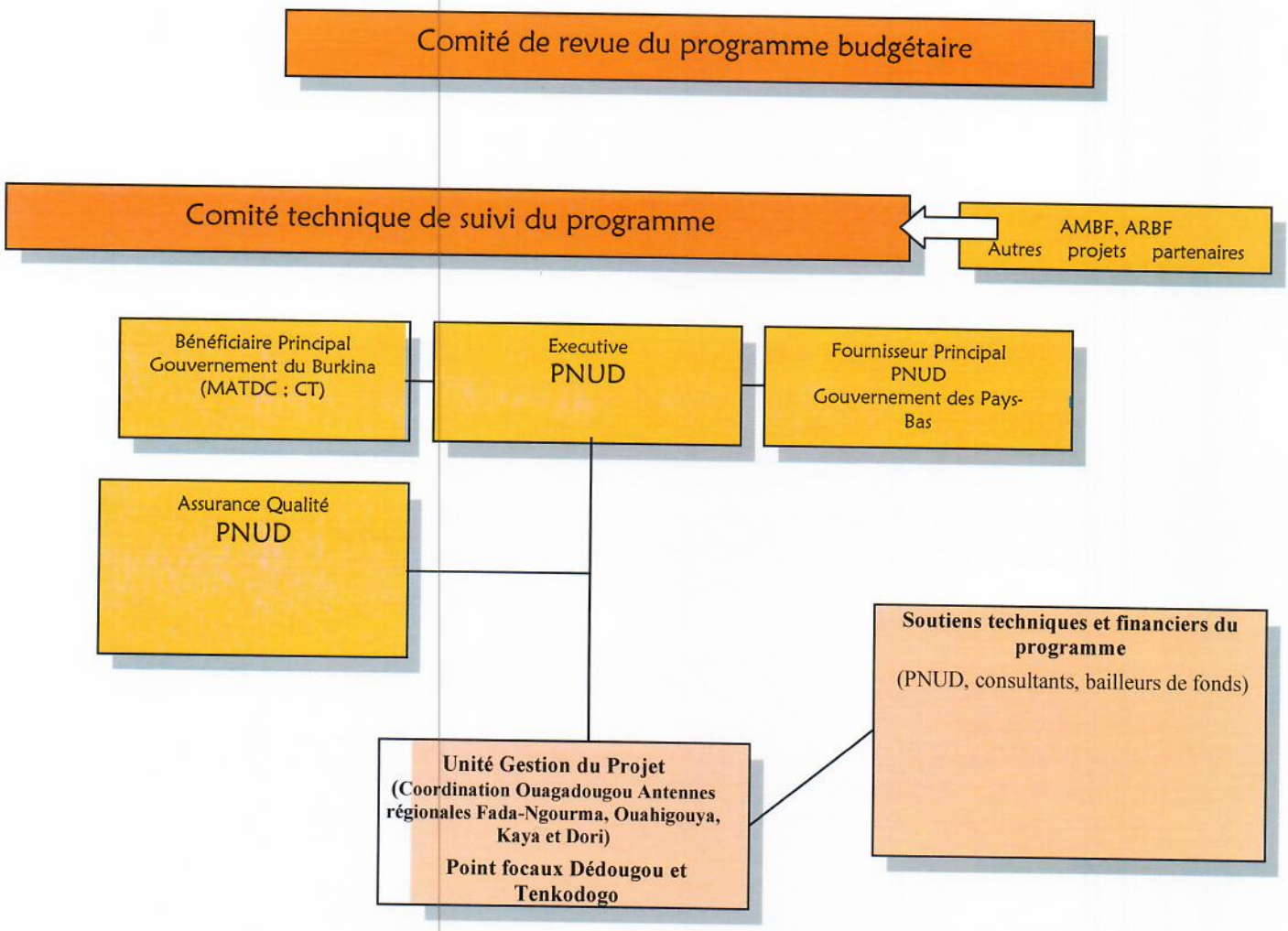
- Un/e (01) expert/e genre,
- Un/e (01) expert en communication VNU
- Trois (03) experts VNU Internationaux
- Un/e (01) assistant/e en administration
- Un/e (01) assistant/e aux finances,
- Deux (02) chauffeurs-mécaniciens-agents de liaison.

Les points focaux seront composés comme suit :

- Un (01) expert/e national/e – (gouvernance locale/Cohésion sociale) par région (Fada, Kaya, Ouahigouya, Tenkodogo, Dédougou et Dori)
- 01 (01) VNU, expert/e national/e genre/sécurité communautaire et cohésion sociale par région (Fada, Ouahigouya, Tenkodogo, Dédougou, Dori et Kaya)
- Un (01) chauffeur (Dédougou, Tenkodogo, Fada et Kaya)

Les points focaux seront basés dans les bureaux intégrés à Fada, Ouahigouya, Dori et Kaya. Dans les Régions de la Boucle du Mouhoun et du Centre Est, les points focaux seront basés au sein des sécrétariats régionaux de l'AMBF à Dédougou et à Tenkodogo.

Schématisation de la structure de gestion du projet



11. CONTEXTE LÉGAL ET GESTION DES RISQUES

11.1 Cadre juridique

Le présent document de programme est l'instrument défini à l'article 1 de l'Accord de base type en matière d'assistance (« SBAA ») entre le Gouvernement du Burkina Faso et le PNUD, signé le 19 juillet 1976. Toutes les références faites dans le SBAA à « l'Organisation chargée de l'exécution » sont réputées faire référence au partenaire de réalisation.

Le présent projet sera réalisé par le PNUD Burkina Faso à travers la coordination du projet « *Gouvernance Local et Cohésion Sociale (GolCos)* », conformément à ses réglementations financières, règles, pratiques et procédures. Lorsque la gouvernance financière d'un Partenaire de réalisation ne prévoit pas les mesures nécessaires pour garantir le meilleur rapport qualité/prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et une concurrence internationale effective, c'est la gouvernance financière du PNUD qui s'applique.

11.2 Gestion des risques

1. Le PNUD, en qualité de Partenaire de réalisation, respectera les politiques, procédures et pratiques du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies (UNSMS).

2. Le PNUD, en qualité de Partenaire de réalisation, déploiera tous les efforts raisonnables pour faire en sorte qu'aucun des [fonds du projet][17] [fonds du PNUD reçus en vertu du Document de projet][18] ne soient utilisés pour financer des personnes physiques ou morales associées au terrorisme et à ce que les bénéficiaires de toute somme remise par le PNUD dans le cadre de ces dispositions ne figurent pas sur la liste administrée par le Comité du Conseil de sécurité établie en vertu de la résolution 1267 (1999) du Conseil, laquelle liste peut être consultée à https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list. Cette disposition doit figurer dans tous les sous-contrats ou sous-accords conclus au titre du présent Document de projet.

3. La durabilité sociale et environnementale du projet sera favorisée par l'application des normes du PNUD en la matière (http://www.undp.org/ses) et du mécanisme de responsabilisation connexe (http://www.undp.org/secu-srm).

4. Le PNUD, en qualité de Partenaire de réalisation : a) mènera les activités liées au projet et au programme en accord avec les normes du PNUD en matière sociale et environnementale ; b) mettra en œuvre tout plan de gestion ou d'atténuation élaboré pour le projet ou programme en conformité avec ces normes, et c) s'emploiera de manière constructive et opportune à répondre à toute préoccupation et plainte émise par le biais du mécanisme de responsabilisation. Le PNUD veillera à ce que les communautés et autres parties prenantes au projet soient informées du mécanisme de responsabilisation et y aient accès.

ANNEXES

Annexe n°1 : les cadres de coordination et de concertation

Dans le cadre de son Programme National de Développement Rural Décentralisé (PNDRD) les le gouvernement burkinabè a créé des cadres de concertation à travers la prise du DÉCRET[19] N°2009-838/PRES/PM/MEF/MATD du 18 décembre 2009 portant création, attributions, composition et fonctionnement de cadres de concertation pour le développement rural décentralisé.

Suivant les dispositions du décret, il est créé respectivement aux niveaux régional, provincial et communal des cadres de concertation pour le développement rural décentralisé dénommés ainsi qu'il suit :

- Cadre de Concertation Régional (CCR)
- Cadre de Concertation Provincial (CCP)
- Cadre de Concertation Communal (CCCo)

NB : Dans le cadre du GoLCoS, les CCR et les CCCo auront un rôle déterminant à jouer dans la concertation et la coordination de la mise en œuvre des activités avec les autres intervenants

Les cadres de concertation pour le développement rural décentralisé sont des structures consultatives regroupant les acteurs de développement présents et /ou intervenant aux niveaux régional, provincial et communal.
Ils ont pour vocation d'être des espaces de dialogue entre les acteurs du développement rural décentralisé en vue de **la recherche d'une synergie d'actions et d'harmonisation des interventions pour un impact plus grand sur le développement des collectivités territoriales**. Ils contribuent de par leurs activités au renforcement des capacités des acteurs du développement local.

- **Les attributions et les compositions des cadres de concertation au niveau régional et communal**

A. **Le -Cadre de Concertation Régional (CCR)**

- Le Cadre de Concertation Régional (CCR) est chargé de :

- donner des avis sur les plans et programmes de développement de la région ;
- faire des propositions en matière de coordination et d'harmonisation des activités de l'ensemble des acteurs de développement de la région ;
- dynamiser la concertation au niveau régional ;
- promouvoir le partenariat et l'harmonisation des approches et des outils de développement ;
- participer à la définition des priorités pour les investissements structurants en relation avec les niveaux central et décentralisé.
- capitaliser les expériences et les pratiques utiles à la promotion du développement régional.

- Le cadre de concertation régional est composé ainsi qu'il suit :

Président : le gouverneur de la région ;
Vice –président : le président du conseil régional ;

[19] Paru dans le JO N°02 DU 14 JANVIER 2010

Rapporteurs :

- le directeur régional de l'économie et de la planification ;
- le président de la commission environnement et développement local du conseil régional.

Membres :

- le secrétaire général de la région ;
- le secrétaire général du conseil régional ;
- les hauts-commissaires de la région ;
- les députés de la région ;
- le représentant de l'ARBF ;
- les directeurs régionaux des services techniques déconcentrés ;
- les responsables des agences SONABEL, ONATEL, SONAPOST et ONEA ;
- les responsables des projets et programmes ayant leur siège ou une antenne dans la région ;
- deux (02) représentants des ONG et associations à caractère régional ayant leur siège dans la région et qui disposent d'un programme d'activités ;
- deux (02) représentants des organisations syndicales ;
- un (01) représentant des organisations patronales ;
- deux (02) représentants de la société civile;
- deux (02) représentants des organisations chargées de la promotion de la jeunesse ;
- un (01) représentant du secteur privé ;
- deux (02) représentantes des organisations chargées de la promotion de la femme ;
- trois (03) représentants des organisations professionnelles de producteurs: agriculture, environnement et ressources animales ;
- un (01) représentant de la chambre régionale d'agriculture;
- trois (03) représentants des autorités religieuses;
- un (1) représentant des autorités coutumières ;
- trois (03) représentants des médias.

Le cadre de concertation régional peut faire appel à toute personne dont la contribution est jugée nécessaire.

- Le fonctionnement du CCR

Le cadre de concertation régional se réunit trois (3) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président ; il peut se réunir en session extraordinaire soit à l'initiative de son président soit à la demande d'au moins un tiers de ses membres.
La durée des sessions du cadre de concertation régional est de deux jours maximum pour la session ordinaire et d'un jour maximum pour la session extraordinaire.
Pour chaque session, il est établi un compte rendu dûment signé par le président et par les rapporteurs. Le compte rendu de la session est tenu à la disposition des membres par les rapporteurs qui assurent le secrétariat. Une copie du compte rendu de la session est d'office transmise aux autorités de tutelle administrative et financière à toutes fins utiles. Le compte rendu est également mis à la disposition de toute structure ou toute personne intéressée par les conclusions de la session.
Les ressources du CCR sont constituées par un appui du budget de l'État ; les contributions des projets et programmes ayant une envergure régionale ; une contribution du budget du conseil régional et les contributions des ONG et associations à caractère régional.

B. Le Cadre de Concertation Communal (CCCo)

- Le cadre de concertation communal est chargé de :
  - offrir un cadre de dialogue et d'échanges entre les différents acteurs pour la conception, l'appropriation et la mise en œuvre du Plan communal de développement ;

- servir de cadre d'information et de formation des acteurs ;
- apprécier les possibilités de mobilisation des ressources humaines, techniques, matérielles et financières nécessaires à l'exécution du plan communal de développement ;
- servir de cadre pour l'harmonisation des approches d'intervention, la collecte et la diffusion des données nécessaires à la prise de décision ;
- capitaliser les expériences et les pratiques utiles à la promotion du développement local.

- Le cadre de concertation communal est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Maire de la commune
Vice-président : le représentant de la direction régionale de l'économie et de la planification ;

Rapporteurs :
- le secrétaire général de la mairie,
- le président de la commission environnement et développement local.

Membres :
- les chefs de services techniques départementaux,
- les présidents des CVD,
- les représentants des projets et programmes intervenant dans la commune,
- deux (02) représentants des ONG et associations à caractère communal et ayant leur siège dans la commune,
- trois (03) représentants des opérateurs économiques de la commune,
- un (01) représentant des organisations syndicales présentes dans la commune ;
- deux (02) représentants de la société civile ;
- deux (02) représentants des organisations chargées de la promotion de la jeunesse ;
- deux (02) représentantes des organisations chargées de la promotion de la femme ;
- trois (03) représentants des organisations professionnelles de producteurs : agriculture, environnement et ressources animales ;
- trois (03) représentants des autorités religieuses ;
- un (01) représentant des autorités coutumières ;
- un (01) représentant des radios communautaires.

Le cadre de concertation communal peut faire appel à toute personne dont la contribution est jugée nécessaire.
Il peut être créé au sein de chaque cadre de concertation communal, en cas de besoin, des commissions spécialisées et des commissions ad hoc. La commission est dirigée par un président assisté d'un secrétaire.

- Le fonctionnement du CCCo

Le cadre de concertation communal se réunit trois (3) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président ; il peut se réunir en session extraordinaire soit à l'initiative de son président soit à la demande d'au moins un tiers de ses membres. La durée des sessions du cadre de concertation communal est de deux jours maximums pour la session ordinaire et d'un jour maximum pour la session extraordinaire.
Pour chaque session, il est établi un compte rendu dûment signé par le président et par les rapporteurs. Le compte rendu de la session est tenu à la disposition des membres par les rapporteurs qui assurent le secrétariat. Une copie du compte rendu de la session est d'office transmise aux autorités de tutelle administrative et financière à toutes fins utiles. Le compte rendu est également mis à la disposition de toute structure ou toute personne intéressée par les conclusions de la session.

Les ressources du CCCo sont constituées par une dotation budgétaire de la commune ; les contributions des projets et programmes intervenant dans la commune et les contributions des ONG et associations intervenant dans la commune.

NB : Le projet GoLCoS s'appuiera sur ces deux espaces de concertation au niveau régional et communal pour la coordination, la recherche du partenariat, de complémentarité et des synergies d'action avec les autres intervenants dans ses zones d'interventions. Ce qui permettra d'éviter les doubles emplois et d'accroitre l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre du projet sur le terrain.

Annexe n°2 : les tribunaux départementaux et d'arrondissements

Le Code de la personne et de la famille au Burkina Faso dispose à son article 106 que toute naissance survenue sur le territoire burkinabè doit faire l'objet d'une déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de naissance. Cette déclaration doit être faite dans les deux mois à compter du jour de la naissance. Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclarée dans le délai sus-indiqué, l'officier de l'état civil ne pourra la relater sur ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal civil du lieu de naissance.

C'est à ce titre qu'il a été institué conformément à l'article 87 de la loi n°015-2019/AN portant organisation judiciaire au Burkina Faso, un tribunal départemental au chef-lieu de chaque département du Burkina Faso. Son ressort territorial est le département. Il est également institué un tribunal d'arrondissement dans chaque Arrondissement des communes à statut particulier. Son ressort territorial est l'arrondissement.

- **de la composition et de l'organisation**

Le tribunal départemental ou d'arrondissement se compose :

- d'un président ;
- de deux assesseurs titulaires et de deux assesseurs suppléants ;
- d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant.

Le tribunal départemental est présidé par **le Préfet du département** et le tribunal d'arrondissement est présidé par **le Maire d'arrondissement**. En cas d'empêchement ou d'absence du Président, il est suppléé par l'assesseur titulaire le plus ancien.

Les assesseurs titulaires et suppléants, le secrétaire titulaire et son suppléant du tribunal départemental ou d'arrondissement sont nommés par arrêté du ministre en charge de la justice sur une liste proposée par le haut-commissaire. La durée du mandat est de trois ans renouvelables.

Les conditions requises pour être nommé assesseur ou secrétaire au tribunal départemental ou d'arrondissement sont les suivantes :

- être de nationalité burkinabè ;
- être âgé d'au moins 25 ans ;
- résider dans le département ou l'arrondissement ;
- n'avoir jamais été condamné à une peine touchant à l'honneur et à la probité ;
- écrire et parler couramment le français et si possible la langue la plus parlée dans le département ou l'arrondissement ;
- ne pas être un élu.

Avant d'entrer en fonction, le Président, les deux assesseurs titulaires et les deux assesseurs suppléants des tribunaux départements aux ou d'arrondissements prêtent devant le tribunal de grande instance de leur ressort le serment suivant : « Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions en toute conscience et impartialité et de garder toujours le secret des délibérations ».

Les secrétaires des tribunaux départementaux ou d'arrondissements prêtent le serment suivant : « je jure de remplir fidèlement mes fonctions et de garder en tout le secret qu'elles m'imposent ».

Le serment est renouvelé en cas de nouveau mandat.

Les membres des tribunaux départementaux ou d'arrondissement ont droit à une indemnité dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés par arrêté conjoint des ministres en charge de la justice et des finances. Lorsque le membre du tribunal départemental ou d'arrondissement est salarié, son absence du lieu de travail dans le cadre de ce mandat ne doit entraîner aucune conséquence sur ses rémunérations et tous autres avantages qui lui sont normalement reconnus à temps plein.

En cas d'empêchement temporaire d'exercer leur fonction, les assesseurs titulaires du tribunal départemental ou d'arrondissement sont remplacés par leurs suppléants.

En cas d'empêchement définitif d'exercer leur fonction, il est pourvu à leur remplacement.

- **des attributions et de la compétence des tribunaux**

Le tribunal départemental ou d'arrondissement est compétent pour connaître :

- de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes : ***jugements déclaratifs d'état ou supplétifs d'actes de naissance, de mariage, de décès et certificats d'hérédité*** ;
- des litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué en argent est inférieur ou égal à trois cent mille (300 000) francs CFA ;
- des réclamations en argent par suite de dévastation de champs, de récoltes sur pied ou engrangées, bris de clôture, lorsque le montant de la réclamation est inférieur ou égal à trois cent mille (300 000) francs CFA.

La procédure suivie devant le tribunal départemental ou d'arrondissement est déterminée par la loi.

NB : dans le cadre de l'exécution du projet, les tribunaux départementaux seront sollicités pour l'établissement des jugements supplétifs d'acte de naissance. Leur contribution est rendue très nécessaire dans le contexte de la crise sécuritaire qui a entrainé au niveau des populations et des mairies les désagréments suivants :

- *incendie par les acteurs des attaques terroristes des archives au niveau des mairies ;*
- *perte de divers documents personnels (acte de naissance, carte nationale d'identité et certificat de nationalité) pour les survivants des attaques terroristes ;*
- *impossibilité pour les nouveau-nés d'être déclarés dans les délais des soixante jours requis.*

En l'absence de ces documents, les populations concernées notamment les femmes et les jeunes sont exclues des processus électoraux, des opportunités d'accès aux financements pour la conduite des activités génératrices des revenus. Plus grave, ne détenant plus d'aucun document officiel, les personnes concernées ne peuvent plus voyager et sont souvent surtout assimilées à des suspects terroristes.

Annexe n°3 : les interventions en matière de santé

Dans le cadre du transfert des compétences aux collectivités territoriales le gouvernement a adopté en 2014 un décret portant modalités de transfert des compétences et des ressources de l'État aux communes rurales et urbaines. En application des dispositions de l'article 77 du Code général des collectivités territoriales, les modalités de transfert des compétences et des ressources de l'État dans le domaine de la santé et de l'hygiène aux communes sont fixées par les dispositions de ce décret. Le transfert de compétences s'accompagne du transfert des ressources nécessaires à l'exercice des compétences transférées. Toutefois, c'est l'État qui définit les orientations politiques nationales en matière de santé, fixe les normes et standards d'infrastructures, d'équipements et de soins, les normes de fonctionnement et de gestion des structures sanitaires, assure la supervision et le contrôle des activités.

- **Aperçu des compétences transférées aux communes dans les domaines de la santé et de l'hygiène**

Sont transférées aux communes conformément à l'article 94 du Code général des collectivités territoriales, les compétences ci-après :

1. la construction et la gestion des formations sanitaires de base ;
2. l'organisation de l'approvisionnement pharmaceutique et la prise de mesures relatives à la prévention des maladies ;
3. la prise de mesures d'hygiène et de salubrité dans leur ressort territorial ;
4. le contrôle de l'application des règlements sanitaires ;
5. participation à la résolution des problèmes de santé ;
6. participation à l'établissement de la tranche communale de la carte sanitaire nationale.

a) *En matière de construction et de gestion des formations sanitaires de base, les communes sont chargées de* :
- participer à la mobilisation des ressources financières et matérielles ;
- élaborer les dossiers d'appel d'offres ;
- réaliser les constructions et équipements des formations sanitaires de base ;
- assurer le suivi-évaluation de la réalisation des infrastructures ;
- élaborer des cahiers de charges ;
- entretenir des infrastructures ;
- mettre en place des comités de gestion.

b) *En matière d'approvisionnement pharmaceutique, les communes sont chargées de :*
- Mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines ;
- Participer aux commandes et à la distribution au niveau de leurs dépôts pharmaceutiques.

c) *En matière de prévention des maladies, les communes sont chargées de :*
- organiser la mobilisation et la sensibilisation des populations ;
- assurer l'hygiène et la salubrité par l'élimination des déchets.

d) *En matière d'hygiène, les communes sont chargées d'assurer le contrôle de l'application des mesures d'hygiène publique (police d'hygiène).*

e) *En matière de salubrité, les communes sont chargées de :*
- assurer la salubrité de l'environnement ;
- contrôler la qualité des denrées alimentaires.

f) En matière de règlements sanitaires, les communes sont chargées de participer au contrôle de l'application des règlements sanitaires.

g) En matière de participation à la résolution des problèmes de santé, les communes prennent part aux rencontres de concertation relative à la recherche de solution pour les problèmes de santé.

h) En matière de participation à l'établissement de la tranche communale de la carte sanitaire nationale, les communes sont chargées de :

- contribuer à la collecte des données statistiques sur la santé ;
- exploiter les données statistiques sur la santé ;
- mettre les données statistiques à la disposition aux acteurs chargés de l'établissement de la tranche communale de la carte sanitaire nationale.

Les compétences transférées dans le domaine de la santé transférées aux communes ont pour vocation de réaliser le paquet minimum d'activités à savoir :

- promouvoir la santé ;
- prévenir la maladie ;
- mener des activités curatives ;
- offrir des soins de réadaptation.

- **Du transfert des ressources financières et humaines pour l'exercice des compétences transférées**

Le transfert par l'État des ressources financières nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux communes dans le domaine de la santé se fait sous forme de subvention et de dotation. *Outre les subventions et les dotations, les communes peuvent bénéficier de concours provenant d'autres partenaires.*
Le transfert par l'État des ressources humaines nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux communes dans le domaine de la santé et de l'hygiène se fait sous forme de mise à disposition. Les modalités de mise à disposition et de gestion des agents de l'État auprès des communes sont précisées par décret pris en conseil des Ministres.

NB : dans le cadre de la mise en œuvre du projet, l'accent sera mis sur l'appui aux communes cibles en matière de renforcement des capacités des agents de santé et de dotation des centres de santé en équipements (lits d'hospitalisation, mobiliers de bureau, petits équipements techniques tels que les tensiomètres, les thermomètres, les manomètres, etc..)

Annexe n°4 : la digitalisation de l'état civil

La solution de digitalisation de l'état civil proposée dans le document s'inscrit dans une approche nationale en cours de validation à travers une solution intégrée (iCivil™), comportant une combinaison d'éléments physico/numériques agissant en boucle fermée pour la déclaration, l'enregistrement et la délivrance d'actes authentiques à partir d'un Identifiant Unique imprévisible. I-Civil™ est donc un Système d'Enregistrement des Faits d'État Civil et Statistiques Vitales (Système CRVS), une solution intégrée de déclaration par SMS aboutissant automatiquement à la délivrance d'actes authentiques contrôlables.

Ce système inédit est conçu pour répondre à un besoin vital de mettre à disposition des registres d'état civil des collectivités territoriales un support technologique moderne, révolutionnaire et adapté aux infrastructures de communication, déjà disponibles et celles à venir.

Les avantages de la solution sont entre autres :

1. la simplicité de l'enregistrement des naissances à partir d'un écosystème ultra-sécurisé,
2. la conservation de la chaîne des seuls acteurs professionnels (centre de santé et centre d'état civil),
3. la célérité dans la déclaration et la délivrance des actes d'état civil,
4. l'enregistrement des citoyens à grande échelle (jusqu'à 10160 actes différents),
5. la possibilité de prendre en compte les actes antérieurs,
6. l'intégration de plusieurs centres d'état civil d'un pays,
7. le registre national d'État civil généré automatiquement,
8. le cycle de vie de l'acte dépasse 250 ans,
9. la possibilité de faire la jonction entre la réalité physique d'un bracelet d'identification ou document et son existence numérique dans la base de données de l'état civil,
10. la garantit l'Intégrité et l'Authenticité des actes d'état civil,
11. la résolution de façon définitive la fraude documentaire et l'insécurité juridique qui en découle,
12. le contrôle visuel et électronique à destination de l'Administration et du grand public,
13. la compatibilité avec les réseaux de télécommunication disponibles et ceux à venir,
14. la mise à disposition de statistiques fiables en temps réel... Ouvre la voie de tous les grands projets d'organisation de la société civile.

Outre l'option de l'adoption de la solution de digitalisation de l'état civil, il est créé un cadre partenarial des acteurs de l'état civil du Burkina Faso abrégé CAPEC dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont régis par un arrêté signé le 13 Juin 2019 par les Ministres en charge de la justice, de la santé, des affaires étrangères, de l'administration territoriale et de la décentralisation.

Ce cadre partenarial des acteurs de l'état civil est l'instance unique de dialogue ouvert à tout partenaire désireux d'intervenir dans le domaine de l'état civil. Il constitue l'organe privilégié de concertation et de coordination entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers.
Il est placé sous l'autorité du ministre en charge de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

Les attributions du cadre partenarial des acteurs de l'état civil sont définies ainsi qu'il suit :

- assurer la concertation entre différents acteurs pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'état civil ;
- contribuer à la réalisation de la déclaration universelle des faits d'état civil ;
- favoriser la synergie d'actions des différents partenaires qui œuvrent en faveur de l'enregistrement des faits d'état civil ;

- mutualiser les ressources humaines, matérielles, et financières des différents partenaires ;
- partager les expériences des différents partenaires intervenant dans le domaine de l'état civil ;
- valoriser la synergie des compétences des différents partenaires ;
- contribuer à l'amélioration du fonctionnement des services de l'état civil notamment dans les collectivités territoriales ;
- contribuer à la mise en place d'une base de données des faits d'état civil fiable régulièrement mise à jour pour une planification efficace et efficiente tant au niveau local que national ;
- favoriser une contribution efficiente des partenaires techniques et financiers à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de l'état civil (SNEC) ;
- contribuer au renforcement des cadres juridique et institutionnel du système de l'état civil.

Pour l'accomplissement de ces différentes missions, la coordination du cadre partenarial est assurée ainsi qu'il suit :

- Président : le Ministre en charge de l'administration territoriale et de la décentralisation ;
- Premier vice-président : le Ministre en charge de la justice ;
- Deuxième vice-président : le Ministre en charge de la santé ;
- Troisième vice-président : le Ministre en charge des affaires étrangères ;
- Secrétaire technique : le Directeur général de la modernisation de l'état civil ou ses représentant.

NB : les interventions du projet en matière d'état civil s'inscrivent dans cette dynamique en cours au niveau national.

Annexe n°5 : l'approche de la sécurité communautaire

Dans le cadre de la promotion de la sécurité communautaire le gouvernement a adopté en conseil des ministres du 05 octobre 2016, le DÉCRET N°2016 - 052/PRES/PM/MATDSI/MJDHPC/MINEFID/MEEVCC portant définition des modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la police de proximité. En application de l'article 10 de la loi n°032-2003/AN du 14 mai 2003 relative à la sécurité intérieure, le décret détermine les modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la police de proximité.

Des dispositions du décret, il ressort que la participation des populations à la mise en œuvre de la police de proximité se fait à travers des structures communautaires locales de sécurité et de coordination (S.C.L.S.). Ainsi, est considérée comme structure communautaire locale de sécurité, toute association légalement constituée et dont l'un au moins des objectifs est la participation à la lutte contre l'insécurité.
Elle se crée librement, conformément aux dispositions en vigueur sur la liberté d'association et reçoit de la part de l'administration publique compétente et à sa demande, un récépissé aux fins de déclaration d'existence. La structure communautaire locale de sécurité a un rôle de veille sécuritaire, de renseignement et d'interpellation en cas de flagrant délit. De manière spécifique, elle est chargée :

- d'identifier les problèmes de sécurité vécus par la population en général, ou particulièrement par la catégorie socioprofessionnelle qu'elle représente et d'en rechercher les causes et les solutions en concertation avec les forces de sécurité ;
- de donner des informations susceptibles d'orienter les activités des forces de sécurité ;
- de renforcer la coopération entre les services de sécurité et les populations locales dans la prévention de l'insécurité ;
- en cas de crime ou de délit flagrant, d'informer dans la mesure du possible les services de sécurité et d'appréhender le ou les auteurs qu'elle présente dans l'immédiat, devant l'officier de police judiciaire le plus proche.
- d'œuvrer de concert avec les autorités administratives locales et les forces de sécurité, à la promotion de la paix et de la cohésion sociale ;
- de jouer un rôle de veille en identifiant et en solutionnant à l'avance les causes éventuelles d'insécurité.

La structure communautaire locale de sécurité mène ses activités dans les limites territoriales fixées par ses statuts et reconnues par le récépissé de déclaration d'existence. Toutefois, elle peut collaborer avec toute autre structure communautaire de sécurité dans le cadre de la prévention de l'insécurité ou de l'interpellation d'auteurs d'infraction à la loi pénale à travers le partage des renseignements opérationnels, et ce, de concert avec les forces de défense et de sécurité territorialement compétentes.
La structure communautaire locale de sécurité peut être mise en place à l'échelle du village ou du secteur. Cependant, il ne peut être créé plus d'une structure locale de sécurité par village ou secteur.
La structure communautaire locale de sécurité travaille sous le suivi, les conseils et le contrôle des brigades territoriales de gendarmerie et des commissariats de police territorialement compétents, à qui elle rend compte de ses actions. Les forces de sécurité intérieure apportent le concours et l'assistance nécessaires aux membres des structures communautaires locales de sécurité dans leurs activités.

Sont prohibés au niveau de la structure communautaire locale de sécurité :

- le port illégal d'arme à feu ;

- les déplacements en groupes avec port ostensible d'armes ;
- le port d'une tenue assimilable à celle des forces de défense et de sécurité ;
- la possession d'étendard, de fanion et d'emblème ;
- la détention, la séquestration de présumés auteurs d'infraction à la loi pénale ;
- les sévices corporels, les traitements cruels, inhumains, dégradants et humiliants;
- la verbalisation et la perception d'amendes ;
- la perception de contributions auprès des populations et des présumés délinquants ;
- les jugements des présumés auteurs d'infractions ;
- tout comportement de nature à entrainer la haine raciale, ethnique, religieuse et xénophobe;
- les structures fondées sur la race, l'ethnie, la religion ou l'appartenance politique ;
- toutes autres pratiques illégales.

Les ressources de la structure communautaire locale de sécurité proviennent essentiellement des cotisations de leurs membres ainsi que des dons et legs.

Il est mis en place dans chaque commune et arrondissement du Burkina Faso, une coordination des structures communautaires locales de sécurité, dénommée coordination communale de sécurité, en abrégé (C.C.S.). Elle assure l'encadrement technique des structures communautaires locales de sécurité, la coordination et le suivi -évaluation de leurs activités. À ce titre, elle est chargée :

- de suivre et de contrôler les activités des structures communautaires locales de sécurité ;
- d'identifier les attentes et les besoins des populations de la commune ou de l'arrondissement en matière de sécurité ;
- de donner des avis susceptibles d'orienter les activités des services de sécurité ;
- de créer un lien de communication entre les intervenants en matière de sécurité ;
- d'organiser la coopération entre les services de sécurité et les structures communautaires locales de sécurité par l'élaboration de plans annuels de prévention de l'insécurité ;
- de prendre des dispositions ou des mesures pour améliorer la collaboration entre les services de sécurité et les structures communautaires locales de sécurité pour une mise en œuvre réussie de la police de proximité.

NB : la contribution du projet est de renforcer et d'innover cette dynamique dans les collectivités territoriales en permettant aux acteurs de mieux diagnostiquer les causes et les conséquences de la détérioration des conditions sécuritaires et de construire la sécurité communautaire à travers l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action sécuritaires. Les appuis et interventions du PNUD se baseront également sur les approches et expériences du PNUD dans programmation sur la sécurité communautaire et la cohésion sociale.